

# I-INTRODUCTION

## I.1 Contexte et justification

Le processus de décentralisation engagé par le gouvernement Camerounais confère aux collectivités territoriales décentralisées (communes et régions) le devoir d'impulser le développement à la base. Elles ont à cet effet la charge de tous les secteurs qui autrefois étaient celle de l'Etat. Il s'agit de l'éducation, de l'économie, de la santé, de la culture, des loisirs et des sports. Dans le but d'aider les communes dans ce processus où les populations doivent prendre en main leur développement, l'Etat a mis en place des programmes qui les accompagnent. C'est ainsi que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) appuie la commune de KOBDOMBO pour qu'elle puisse avec les communautés prendre en main le développement dans cette région.

Le PNDP est en effet un instrument du gouvernement mandaté pour accompagner la mise en place progressive du processus de décentralisation dans le sens d'un transfert progressif des compétences dans la commune.

La planification communale dont le présent document présente les résultats, à travers son approche participative permet aux populations d'être de véritables acteurs de leur développement plutôt que des réceptacles. C'est-à-dire, de la prise de décision, jusqu'à la planification et la réalisation des actions de développement, en passant par le diagnostic et l'analyse des problèmes et contraintes, et l'identification des solutions et priorités de développement.

Il se dégage de ce document que les principaux freins au développement de la commune sont d'ordre social à travers l'accès à l'eau potable, qui a pour conséquence la recrudescence des maladies hydriques, aggravé par les difficultés d'accès aux soins de santé, l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux loisirs. A cela s'ajoute les problèmes économiques et la faible activité commerciale. En outre, l'insuffisance des infrastructures de base limite la mobilité des villageois, l'activité commerciale et rend pénible le travail. La Commune de KOBDOMBO fait aussi face aux contraintes liées à la mauvaise gestion des ressources naturelles qui provoquent de graves problèmes environnementaux. Par ailleurs l'institution communale a besoin de renforcer ses capacités dans le but d'améliorer sa performance en ce qui concerne les recettes communales, les ressources humaines, ses infrastructures et matériels.

Les participants à ces travaux ont identifié des solutions possibles à leurs problèmes, ainsi que les moyens de résolution de ceux-ci.

Un cadre logique a été élaboré pour lever ces contraintes soutenues par une planification stratégique par secteur et une planification opérationnelle. Les actions planifiées devront être réalisées sous la supervision comite de suivi de la mise en œuvre du PCD. Cet organe est constitué des personnes résidant dans la commune notamment les conseillers municipaux, les opérateurs économiques, les personnels des services techniques.

Le présent opuscle est le résultat d'un travail participatif avec les acteurs communaux dont : Les populations, l'exécutif communal, les conseillers municipaux, le personnel des services déconcentrés de l'Etat et les opérateurs économiques.

## **I.2 Les Objectifs**

L'objectif global du Plan Communal du Développement de KOBDOMBO entre dans la logique de renforcement des capacités des acteurs au niveau de la commune qu'ils définissent leurs priorités de développement. Cette perspective dynamique suscite la participation active des populations cibles dans le diagnostic de leurs problèmes, l'analyse, la planification des actions et la responsabilisation pour la prise en charge de leur développement.

Comme objectifs spécifiques :

- D'appuyer les acteurs communaux à mieux intégrer les notions de décentralisation et de réduction de la pauvreté dans la zone rurale ;
- De développer des capacités locales pour améliorer les compétences afin de rendre leurs efforts de réduction de pauvreté plus efficace ;
- D'aider le comité de pilotage à s'organiser pour mieux identifier leurs problèmes et à gérer leur environnement afin de prendre en main leur propre développement ;
- Elaborer les plans d'actions annuels de la commune en tenant compte des besoins des différentes couches socioprofessionnelles ;
- Doter la commune d'un outil de cadrage de l'ensemble des actions de développement ;
- Servir d'outil de négociation avec les partenaires au développement.

Le présent PCD est le cadre qui définit les mécanismes de promotion et les modalités de gestion du projet de société de la Commune de KOBDOMBO pour les cinq prochaines années (2012 à 2016).

## **I.3 Structure du document**

Le présent document comprend huit parties :

- introduction ;
- Méthodologie ;
- Présentation sommaire de la commune ;
- Synthèse des résultats du diagnostic ;
- Planification stratégique ;
- Programmation ;
- Mécanisme de suivi-évaluation ;
- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

## **II- Méthodologique**

L'approche méthodologique adoptée par l'OAL GICADER pour l'élaboration du Plan de développement de la commune de KOBDOMBO s'inspire du guide de planification du développement communal élaboré par MINEPAT.

Elle est constituée des cinq (07) phases suivantes :

- La phase préparatoire ;
- La phase de collecte des informations et traitement de la commune ;
- La phase de consolidation des données ;
- La phase de l'atelier de planification ;
- La phase de mobilisation des ressources ;
- La phase de la programmation ;
- La phase de suivi-évaluation ;

### **II.1- La phase préparatoire**

Cette phase a été marquée par :

- (i) La prise de décision du conseil communal d'élaborer le Plan Communal de développement ;
- (ii) La signature du contrat pour l'accompagnement et la facilitation du processus Avec le PNDP et l'OAL GICADER;
- (iii) L'identification des membres de la structure d'élaboration du PDC (comité de Pilotage) et l'arrêté instituant le comité de pilotage ;
- (iv) La formation du comité de pilotage sur les différentes étapes du processus par OAL ;
- (v) L'élaboration du PCD au cours d'un atelier de démarrage des activités de la planification. Au cours de cet atelier de démarrage, les points suivants ont été abordés :
  - la définition du PCD, son importance, sa nécessité, son utilité et son devenir ;
  - les différentes phases et étapes du processus d'élaboration d'un PCD ;
  - les tâches dévolues aux différents intervenants ;
  - l'élaboration d'un calendrier de tout le processus.

Le sous préfet, les conseillers municipaux, les chefs de village et les membres de l'OAL étaient présents à cet atelier qui s'est tenu le 21 février 2011.

### **II.2 -La phase de collecte des informations et traitement de la Commune**

Cette phase a été marquée par la recherche documentaire, les ateliers de diagnostics au Niveau des villages et de l'institution communale ainsi que la synthèse des états des lieux ainsi que l'espace urbain.

- (i) La recherche documentaire a été permanente tout le long du processus. Elle a permis de collecter d'importantes informations qui ont servi d'input pour les ateliers diagnostics au niveau des villages. Une seconde recherche documentaire a été faite après

les ateliers au niveau des villages afin de compléter les données manquantes malgré les apports des populations. En plus de cette recherche, des personnes ressources de communes et certaines responsables des services déconcentrés ont été mis à contribution.

(ii) Les ateliers de Diagnostic au Niveau des villages(DNV) ont permis de faire un état des lieux de tous les secteurs de développement des 34 villages de la commune et d'estimer les ressources dont ils disposent. Ces ateliers ont rassemblé les différents groupes socioprofessionnels des villages et des personnes ressources. La démarche participative utilisée a pour objectif principal d'amener toutes les couches socioprofessionnelles à s'investir dans l'élaboration de leur projet de société. Ceci participe du souci d'appropriation du processus et du PCD par la population. La modération des ateliers a été assurée par les consultants de l'OAL GICADER. La commune a assuré l'organisation logistique des ateliers. Les points suivants ont été abordés :

- La collecte de données/informations relatives aux différents secteurs ;
- L'identification, la hiérarchisation et la priorisation des problèmes par village;
- L'analyse des problèmes prioritaires par village ;

Ces ateliers ont été l'occasion de dresser une longue liste des menaces, contraintes, opportunités et atouts.

Ces ateliers de diagnostic ont été faits d'une manière participative.

Une première étape de cette synthèse a été faite au bureau où toutes les données par village (documentaires et de terrain) ont été consolidées.

Nous avons utilisés les outils suivants :

- Elaboration participative de la carte de chaque village ;
- Elaboration du diagramme de Venn ;
- Arbre à problèmes ;
- Tableaux de solutions ;
- Tableaux de planification stratégique ;
- Tableaux de planification opérationnelle ;
- Transect

(iii) l'atelier de l'Institution Communale(DIC) a permet de faire l'état des lieux de toutes des ressources de la commune notamment les ressources humaines, financières, le patrimoine communal et ses relations avec les autres acteurs.

Il s'agit d'analyser et de décrire l'environnement institutionnel et le fonctionnement interne de la commune. Le (DIC) a pour objectifs d'analyser les relations entre la commune et les autres acteurs, de recueillir et documenter les informations liées à la situation administrative, financière, patrimoniale et ressources humaines, d'analyser et décrire le fonctionnement interne de la commune, d'identifier les forces et les faiblesses et d'identifier les axes de renforcement/d'amélioration.

Les intervenants dans les collectes des données sur le DIC sont les conseillers municipaux, les chefs traditionnels, les autorités locales, les opérateurs économiques, les membres de l'OAL, le personnel communal et les communautés villageoises

Lors de ce diagnostic deux techniques principales ont été utilisées : l'une est représentée par la réflexion-autoanalyse en groupes et l'autre par les entretiens bilatéraux ou en groupes restreints des participants avec le GIC ADER.

(iv) Pour l'atelier du DEUC a permis de faire l'état des lieux des infrastructures de l'espace urbain en ressortant les contraintes, les potentialités de la ville.

Les intervenants sont les conseillers municipaux, les autorités locales, les responsables des services locaux, le chef traditionnel, les opérateurs économiques les communautés et les membres de OAL.

Comme outils utilisés sont : entretiens bilatéraux, interviews.

### **II.3- Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

Ces données ont été présentées au cours d'un atelier de synthèse communale qui a rassemblé les conseillers communaux, les représentants des villages et les chefs des services déconcentrés du Département et de la commune. Deux résultats essentiels ont été atteints à savoir la validation des données collectées au niveau des villages, DIC et DEUC et la formulation de la problématique de développement de la commune à partir de l'analyse des atouts, contraintes, opportunités et menaces.

### **II.4 Phase de planification, de mobilisation des ressources et de programmation**

Cette phase s'est déroulée au cours d'un atelier communal suivi d'un mini atelier de raffinement. L'atelier communal a alterné des exposés, des travaux de groupes et des plénières. Les principaux objectifs visés étaient :

- Présentation des éléments de l'orientation nationale et du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE);
- Définition du concept de vision de développement ;
- Définition du concept d'orientation stratégique ;
- Définition des concepts «atout, contrainte, opportunité et menace » ;
- Présentation de la problématique de développement de la commune ;
- Formulation de la vision de développement de la commune de Kobdombo ;
- Présentation de l'outil MOS (Matrice d'Orientation Stratégique) ;
- Priorisation des Atouts, Contraintes, Opportunités et Menaces (A, C, O, M) ;
- Formulation des orientations stratégiques et des objectifs ;
- Identifier les besoins par secteur et par village ;
- Présentation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme(CDMT) ;
- Présentation du Plan d'Investissement Annuel(PIA) ;
- Identification des ressources disponibles.

## **II.5- Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif**

Après approbation du PCD, il est question ici de mettre en place un comité de suivi-évaluation du PCD en définissant sa composition et ses attributions (suivi de l'exécution des micro projets et en plus les évaluer).

En plus, nous définissons les indicateurs de suivi et d'évaluation par rapport au PIA et en mettant un mécanisme de révision du PCD.

### III- Présentation Sommaire De La Commune

L'ensemble de la Commune est compris entre 3°30' et 4° de latitude Nord et entre 12°30' et 13° de longitude Est.

Voici ci-dessous la carte de la Commune.

Figure 1: Carte de la Commune de Kobdombo



Source : Encarte 2009

#### Légende :

- Village
- Route en terre de mauvais état

### III.1 .Situation géographique

Crée par Décret présidentiel N°95/082 du 24 Avril 1995, la commune de KOBDOMBO est située dans la Région du Centre, département du Nyong et Mfoumou et Arrondissement de Nyakokombo. Elle couvre une superficie de 938 km<sup>2</sup>. Elle est limitée au Nord par les Communes d'Angossas et de Minta, au Sud par les Communes d'Ayos et d'Akonolinga, à l'Est par la commune de Nanga-Eboko et par la commune d'Atok à l'Ouest.

### III.2. Milieu physique

#### III.2.1 Relief

Le relief est moyennement accidenté. Il présente une succession des collines aux pentes généralement douces entrecoupées de petits cours d'eau ou des dépressions marécageuses. L'altitude varie entre 600 et 760 m.

Ce relief pourra créer plusieurs carrières de gravier.

#### III.2 .2 Climat

La Commune de Kobdombo est soumise dans son ensemble à l'influence d'un climat équatorial chaud et humide de type guinéen classique à deux saisons des pluies entrecoupées de deux saisons sèches.

Au cours de l'année, les saisons se succèdent de la manière suivante :

- La petite saison des pluies de mi-mars à juin ;
- La petite saison sèche de juin à mi-août ;
- La grande saison des pluies de mi-août à mi-novembre ;
- La grande saison sèche de mi-novembre à mi-mars.

La température moyenne de la zone oscille autour de 24°C.

Les précipitations annuelles moyennes se situent entre 1500 et 2000mm.

Nous constatons qu'il y a une diminution de la pluviométrie entre ces quatre années et cela est une conséquence de changement climatique.

**Tableau N°1:** Evolution de la pluviométrie au cours des quatre dernières années (en mm)

Année	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
2006	0	57	232	215	293	241	81	226	411	232	290	45	2323
2007	57	0	89	203	216	322	81	169	185	391	159	0	1872
2008	0	36	254	216	247	200	80	88	103	353	122	17	1716
2009	0	60	160	238	194	120	192	190	184	251	191	25	1154
Moyenne	14,3	38,3	183,8	218	237,5	220,8	108,5	168,3	220,8	306,8	190,5	21,8	1929

Source : Délégation Départementale de l'Agriculture et du Développement Rural de Nyong et Mfoumou.

D'après ce tableau, nous constatons qu'il y a une baisse de pluviométrie entre ces quatre dernières années et comme conséquence réduction de rendement agricole. Cela explique aussi, il y a changement du climat et du calendrier agricole.



## II.2. 3 Hydrographie

Le réseau hydrographique est très dense et constitué de plusieurs cours d'eau saisonniers, le plus important est le Koutbengono. La plupart des cours d'eaux se jettent dans un fleuve très important le Nyong.

A travers ce vaste réseau, les populations pourront créer beaucoup des étangs piscicoles et ce fleuve Nyong a réduit les terres cultivables. L'ensemble des cours d'eau présents appartient au bassin de la Sanaga.

### III.2.4 Flore et Végétation

Dans cette zone on y trouve que des végétaux des forêts tropicales humides et des espèces caractéristiques des formations sempervirentes ou semi-sempervirentes.

Les principales espèces des forêts sempervirentes sont notamment : *Alstonia boonei*, *Baillonella toxisperma*, *Cylicodiscus gabonensis*, on y rencontre aussi beaucoup d'Irvingiacées ; *Destbordesia glaucescens*, *Irvingia gabonensis*, *Klainedoxa gabonensis* et les rotins sont abondants.

D'autres espèces présentes, nettement plus nombreuses, sont caractéristiques des forêts semi-caducifoliées. Il s'agit, de : *Autranella congolensis*, *Albizia ferruginea*, *Celtis* spp, *Diospyros crassiflora*, *Entandrophragma* spp, *Lovoa trichilioides*, *Terminalia superba*, *Triplochiton scleroxylon* , *Gueria* spp , *Detarum macrocarpum* etc.....

Certaines plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

**Tableau 2 : Principales essences forestières ligneuses rencontrées**

Nom commercial	Nom scientifique
Iroko	<i>Milicia excelsa</i>
Emien	<i>Alstonia boonei</i>
Moabi	<i>Baillonella toxisperma</i>
Andok	<i>Irvingia gabonensis</i>
Sapelli	<i>Entandrophragma ivorensis</i>
Sipo	<i>Entandrophragma utile</i>
Tali	<i>Erythrophleum ivorensis</i>
Padouk	<i>Pterocarpus soyauxii</i>
Ilomba	<i>Pycnanthus angolensis</i>
Ebéne	<i>Diospyros</i> spp

Dabema	Piptadenia africana
Eveuss	Klainedoxa gabonensis
Fraké	Terminalia superba
Garcinia	Garcinia cola
Ayous	Triplochiton scleroxylon
Essesang	Ricinodendron heudelotii
Bongo	Fagara heitzii

**Tableau 3: Produits Forestiers Non Ligneux(PFNL) utilisés dans la pharmacopée traditionnelle**

Nom commercial	Nom scientifique	Parties récoltées
Aielé	Canarium schweinfurthii	Feuille, écorce
Bongo	Fagara heitzii	Fruit, écorce
Dabema	Piptadenia africana	Ecorce, racine
Emien	Alstonia boonei	Ecorce, feuilles, racines
Diana	Celtis tesmanii	sève
Gnetum	Gnetum africanum	Feuilles, écorces, racines
Garcinia	Garcinia cola	Fruits, écorce, racines
latandza	Albizia ferruginea	sève
Ilomba	Pycnanthus angolensis	Ecorce
Moambé jaune	Enanthia chloranta	écorce
Padouk	Pterocarpus soyauxii	Ecorce, racines
Tali	Erythrophleum ivorensis	Ecorce

### III.2 .5 Faune

Au cours du diagnostic au niveau des villages, des indices et des espèces vivantes ont été rencontrés notamment des primates, des artiodactyles, des carnivores, des rongeurs dont la liste dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 4 : Principales espèces fauniques rencontrées**

Nom commun	Nom scientifique
Céphalophe bleu	Cephalophus monticola
Céphalophe à bande dorsale noir	Cephalophus dorsalis
Sitatunga	Tragelaphus spekei
Hocheur	Cercopithecus nictitans nictitans
	Cercopithecus cephus cephus
Singe de Brazza	Cercopithecus neglectus
Colobe guereza	Colobus guereza
Gorille	Gorilla gorilla

Chimpanzé	Pan troglodytes
Pangolin géant	Manis gigantea
Chat doré	Felis aurata
Porc épic	Artherus africanus
Rat de gambie	Cricetomis emini
Pangolin à écaille	Manis tricuspis
Mangouste	Bdeogale nigripes

### III.2.6 Sols

Du point de vue pédologique, les sols rencontrés dérivent de roches métamorphiques. Sur la terre ferme, ce sont principalement des sols ferrallitiques rouges ou jaunes typiques. Ils sont en général profonds, argileux, meubles, perméables et présentant peu d'humus. Leur teneur en base échangeables est faible. Ce sont des sols pauvres, acides et fragiles. Dans les bas fonds, on trouve les sols hydro morphes issus de la présence, la plus grande partie de l'année, d'une nappe phréatique haute reposant sur la roche mère. On y rencontre une accumulation de matière organique peu décomposée. Les sols ferrallitiques rouges sont fertiles et favorables pour les légumineuses (arachide, soja), le maïs, la banane plantain. Les sols ferrallitiques jaunes sont beaucoup plus favorables pour la culture des tubercules. Les sols hydromorphes sont propices à la culture des maraichères et du riz. Les sols sont menacés par le fleuve Nyong.

### III.2.7 Les aires protégées

Il existe aucune aire protégée dans la commune de Kobdombo

### III.2.8 Les ressources minières

Il existe 15 carrières du sable dans la zone notamment à Nyenda, Efoufoup, Ngalla, Salla, Ngondo, Sobia, Koutbengono, Tombo, Mbeng1, Kongo, Yenassa, Awae, Mboke, Nkoambang et Kpwanze dont l'exploitation est artisanale et anarchique et deux sites de grottes de rocher à Salla et Ngalla dont il n'y a pas eu de l'exploitation.

## III.3 Milieu humain

### III.3 1- Démographie

Selon les données collectées lors du diagnostic au niveau village, la population de la commune de KOBDOMBO est estimée à 28 188 habitants dont 13 769 hommes et 14 419 femmes. Parmi cette population, les jeunes de moins de 16 se chiffrent à environ 6 649 et les enfants de moins de 5 ans à 3 004.

**Tableau n°5 : Répartition de la population par sexe, par âge et par village.**

Village	Population				
	Homme	Femme	Jeunes (moins de 16 ans)	Enfants (moins de 5 ans)	Total
KOBDOMBO	500	600	250	150	1 100
TOMBO	1200	1800	1400	300	3 000
NGALLA	650	570	300	150	1 220
NYENDA	220	280	150	60	500
EFFOUFOUP	600	700	250	150	1 300
FANG BILOUN	400	500	200	105	900
FANG BIKANG 1	385	415	195	105	800
FANG BIKANG 2	750	800	450	200	1 550
EBOLBOUM	230	270	150	65	500
SALLA	1200	860	400	250	2 060
NGOULKEKA	300	350	100	75	650
MBENG 1	140	160	50	45	300
MBENG 2	360	390	105	70	750
SOBIA	680	820	350	90	1 500
NGONDO	165	135	60	35	300
KONGO	350	250	150	65	600
ANDOM	250	300	200	75	550
YENASSA	1200	1300	600	250	2 500
ATO'A	130	100	30	25	230
MBONI	45	60	40	25	105
TOMBA III	105	95	40	25	200
MVIANGA	100	120	65	30	220
MBOGUE	25	20	15	5	45
NKOLOBOUDOU I	930	865	250	150	1 795
EKPWASSON	393	337	35	67	730
AWAE	225	175	95	34	400
KOUTBENGONO	680	500	250	150	1 180
KA'A	150	100	125	25	250
MBOKE	200	150	73	35	350
KPWANZE	135	165	50	23	300
NGADA	198	150	48	40	348
KPWANVOUK	13	17	3	5	30
NDAMVO	800	1000	400	100	1 800
NKOAMBANG	60	65	20	25	125
TOTAL	13769	14 419	6 649	3 004	28 188

**Source : Diagnostic niveau village**

La population de la Commune de KOBDOMBO est caractérisée par les aspects socio démographiques suivants :

-Une forte dominance de la population vieille avec une plus ou moins une égalité entre les hommes et les femmes conséquence manque de main d'œuvre dont faible production agricole.

- Une diversité ethnique (plus d'une dizaine d'ethnies) ;
- Une forte mobilité des jeunes.

Le principal mouvement de la population jeune est l'exode rural pour la recherche de l'emploi et du mieux être. Les principales destinations sont Yaoundé, Bertoua, Ayos et Akonolinga. Certains ménages se déplacent et s'installent définitivement dans leur localité d'accueil.

### **III.3 .2- Organisation sociale et Groupes socioculturels**

La commune de Kobdombo compte 04 cantons avec à leur tête une chefferie de 2<sup>ème</sup> degré avec 34 villages coiffés chacun par une chefferie de 3<sup>ème</sup> degré.

On dénombre plusieurs groupes socioculturels dont les principales sont : Yebekolo, Maka, Omvang, Yemekak, Essemeganda et Yegoula. Le tissu social se caractérise par des liens de solidarité vivaces entre les lignages, les clans, les familles, et les personnes, surtout dans les villages. Par contre dans le centre, l'individualisme a pris le pas sur les considérations de groupe.

## **Chefferie à EFOUFOUP**

### **III.3 3- Religions**

La principale religion est le christianisme qui regroupe les confessions se réclamant de Jésus-Christ. Il comprend : les catholiques, première confession par le nombre de ses adeptes et pratiquée par plus de la moitié de la population de la commune, les

Protestants, la 2<sup>ème</sup> par le nombre de ses fidèles et les adventistes.

Ces confessions cohabitent pacifiquement dans presque tous les villages de la commune.

### III.3 4- Habitat

Dans la commune de Kobdombo, l'habitat est mixte. L'habitat de type rural est dominant et se caractérise par des habitations traditionnelles (cases en terre battue ou en planches, couvertes de tôles et des feuilles de raphia). Ce type d'habitation est fortement menacé par les intempéries du fait de la précarité des matériaux de construction utilisés.

L'habitat de type urbain se caractérise par des constructions en matériaux durables et se trouve dans le centre urbain et dans certains villages.

L'habitat est en général groupé au long des axes routiers.

#### III.3.5 Les principales activités socio économiques

L'agriculture est l'activité principale des populations de la commune de Kobdombo

L'exploitation est de type individuel dans les villages et les outils de production sont rudimentaires et ne permettent pas d'obtenir des productions importantes.

Les principales cultures sont : le maïs, le coton, le mil (sorgho), l'arachide, le niébé, le riz. La liste des blocages au développement de l'agriculture est très longue mais ceux qui reviennent couramment sont :

- Les conflits agro-pastoraux ;
- Les difficultés d'accès au crédit ;
- L'insuffisance d'engrais ;
- Manque de semences améliorées.

Les cultures pérennes sont le cacaoyer, le caféier, le safoutier, l'avocatier, les agrumes

Les cultures annuelles sont le manioc, l'arachide, le maïs, le plantain, le macabo, l'igname, la banane douce, les légumes divers et le palmier à huile.

L'élevage, il est presque inexistant dans la zone concernée. Seul un élevage extensif d'animaux domestiques (poules, chèvres, moutons, porcs) a été observé autour des cases.

La présence d'une multitude cours d'eau favorise la pratique de la pêche dans la Commune de Kobdombo . Le type de pêche pratiqué est la pêche traditionnelle ou artisanale avec la famille comme principal fournisseur de la main d'œuvre. Les techniques de pêche utilisées ici se rapportent aux différents équipements dont on peut mentionner les plus utilisés que sont : les filets et les pirogues.

La cueillette des PFNL est pratiquée beaucoup plus par les femmes.

La présence des espèces fauniques favorise la pratique de la chasse dans la commune.

Le petit commerce est pratiqué par une partie de la population comme la vente de bière locale, du pétrole et de matière de première nécessité.

### III .4 Principales infrastructures par secteur

Secteur	infrastructures	Observations (état général)
Santé	-05 centres de santé intégrée -03 privés confessionnels (02 EPC et 01 adventiste)	-Tous les centres sont de mauvais état
Education de base	-05 écoles maternelles dont 04 publiques et une privée -30 écoles primaires dont 27	-Tous sont de mauvais état

	publiques et trois privées	-Tous sont de mauvais état
Enseignement secondaire	-01 lycée bilingue -02 CES -02 CETIC	-Passable -Mauvais état -Un bloc de 02 salles de classe en construction
Eau et énergie	-131 puits non aménagés -31 puits	-Mal aménagés -22 sont en panne et 09 sont fonctionnels
Travaux publics	-250km de route en terre	Mauvais état
Energie	les ménages utilisent la lampe tempête, lampe torche et bois de chauffe	-Pas d'énergie électrique
Transport	Motos taxis et les OPEP	-Pas de gare routière
Communication	Rien	Pas du réseau CRTV radio, télé
Postes et télécommunication		Pas de bureau de poste, faible connexion au réseau mobile
Sport et éducation physique	Stade municipal	Mauvais état
Jeunesse		Pas de structure d'encadrement des jeunes
Culture	Foyer municipal	Bon état
Tourisme		Pas d'auberge, ni un restaurant
Mines et développement technologique	-15 carrières du sable	Ressource est importante et en bon état
Agriculture	-04 postes agricoles(Ngalla, Salla, Kobdombo et Yenassa)	Mauvais état
Elevage et pêche	-Centre vétérinaire	Mauvais état
Administration territoriale	Une sous préfecture	Mauvais état
Recherche scientifique		Pas des plants améliorés de cacao et du café
Promotion de la femme		Pas du centre de promotion de la femme
Affaires sociales		Pas du centre d'encadrement des handicapés
Environnement et protection de la nature		Pas de structure
Forêt et faune		Pas de structure
Travail et sécurité sociale		Pas de structure
Domaine et affaires foncières		Pas de structure
Développement urbain et habitat		Pas de structure
Enseignement supérieur		Pas de structure
Petites et moyennes entreprises		Pas de structure
Emploi et formation		Pas de structure

professionnelle		
Commerce	Centre commercial de Kobdombo	Mauvais état

### III.5- Principales potentialités et ressources de la Commune

secteurs	Type d'activités	Atouts et potentialités	Problèmes et contraintes
Transport	Moto taxi	Existence des biens et des personnes à transporter	Mauvais état des routes
Poste et télécommunications	Communication téléphonique	Existence de l'antenne Orange à 10km	Insuffisance de couverture des réseaux MTN, Orange et Camtel
Emploi et formation professionnelle		Existence des petits métiers	-Manque de structures de formation professionnelle -Manque de structure d'encadrement d'emploi
Administration T. D. M. O.	Jugement coutumier	Existence de la sous préfecture à 5 Km	Insuffisance d'encadrement
Environnement et protection de la nature	Reboisement	-Existence des ressources naturelles	-Manque de structures de sensibilisation dans la ville -Faible implication de la commune
Culture	Tontines	Existence des associations et des Gics dans Le village	-Manque du foyer culturel -Manque du foyer communautaire
PMEESA		Existence des objets pour faire les activités de l'artisanat	Manque de structures d'encadrement des artisans
Affaires sociales	Association des handicapés		-Manque de structures d'encadrement des handicapés
Sport et éducation physique	Sport collectif (football)	Existence des jeunes intéressés par le sport	Manque de structures des aires du sport
Domaines et affaires foncières		-Les terres sont fertiles	-Existence du fleuve Nyong qui a diminué les terres cultivables
Développement urbain et de l'habitat		La volonté des populations	-Manque des moyens financiers -Faible organisation des populations -Faible implication de l'Etat
Forêt et faune		-Existence des ressources floristiques et des PFNL -Existence des	-Manque du poste forestier -Existence du braconnage



		espèces fauniques	
Jeunesse		Existence d'une association des jeunes	-Manque de structures d'encadrement des jeunes
Promotion de la femme et de famille		Existence beaucoup des associations féminines dans le village	-Manque du centre de promotion de la femme
communication		-La volonté des populations	-Manque du centre des TIC -Manque de cyber café (internet)
Tourisme			-Manque des sites touristiques
Recherche scientifique et innovation		-Existence des grandes plantations de cacao et du café	-Manque de structure d'approvisionnement en plants
Mine et développement industriel	Exploitation de la carrière du sable	Existence des sites de carrière du sable	Manque de structure d'encadrement
Travail et sécurité sociale		Existence beaucoup des retraités	Manque de structures d'encadrement -Faible organisation des retraités

➤ Tableaux de synthèse dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage

Villages	Situation de la production	
	Agriculture	Elevage
Dans toute la Commune	Cultures pérennes : -le Cacaoyer, le caféier, le safoutier, l'avocatier, les agrumes Cultures annuelles : -Le manioc, l'arachide, le maïs, le plantain, le macabo, l'igname, la banane douce, les légumes divers et le palmier à huile.	Il est presque inexistant dans la zone concernée. Seul un élevage extensif d'animaux domestiques (poules, chèvres, moutons, porcs) a été observé autour des cases.

**Tableau 6** : Statistique des produits agricoles.

Spéculation	Productions (T)			Rendements (t/ha)		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
Banane plantain	4700	5200	3900	10	11	8
Manioc	5300	4800	4300	1	0,8	0,7
Banane douce	5600	6113,5	4332,5	10	12,4	8
Maïs	6450	5800,2	6200	2	0,9	1
Arachide	1820	1900,2	2300	0,9	1,0	1,2

Palmier à huile	4100	3750	5600	600l	500 l	620l
Fèves de cacao	8200	9650	7882,4	0,3	0,4	0,2
Café	8700	8333	8743	0,82	0,8	0,84
Igname	3200	2940	2330	10	8	7

Source : Délégation d'Arrondissement de L'Agriculture et du Développement Rural de NYAKAKOMBO.

**Tableau 7 : Statistiques du cheptel**

<b>Espèce</b>	<b>Effectif</b>
Poulet de race locale	2650
Poulets de chair	100
Porcs de race locale	1975
Porcs de race améliorée	80
Chèvres	550
Moutons	350
Chiens	750
Cobayes	50
Canards	180

Source : Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire Vétérinaire de NYAKAKOMBO.

## IV. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

### IV. 1 Synthèse du DIC

#### IV.1 1- Les ressources humaines de la commune de kobdombo

Cette section abordera l'organe du personnel, les différents services et en ressortant les faiblesses et les forces.

##### a) L'organe du personnel

L'organe du personnel de la commune est composé de:

- Les conseillers municipaux ;
- Les agents communaux (5 permanents et 12 temporaires) ;

Figure 2: Répartition du conseil municipal de la Commune de Kobdombo selon la tranche d'âge.

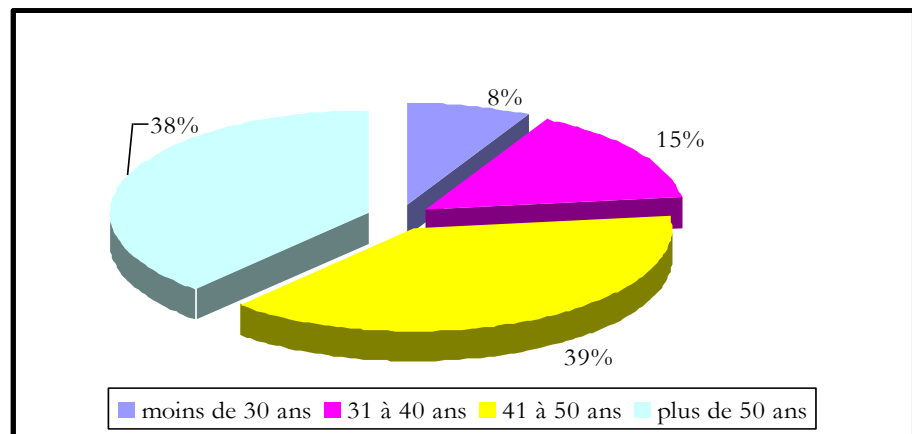
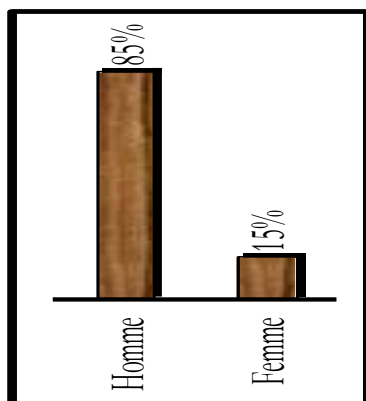


Figure 3: Répartition du personnel de la Commune de Kobdombo en fonction du sexe



## **b) Différents services**

La commune est composée des services suivants :

- Le Secrétariat Général ;
- Le bureau du courrier et d'Etat Civil ;
- Le Service de comptabilité matière ;
- Le bureau des affaires administratives et sociales ;
- Le bureau des affaires financières ;
- Organisation des conseils municipaux

Le conseil municipal tient deux sessions par an. Le rôle du conseil municipal dans la gestion de la commune est de voter le budget et d'adopter le compte administratif. En somme le Conseil Municipal délibère sur toutes les décisions relatives à l'avenir financier de la commune.

Les conseillers municipaux jouent le rôle d'interface entre la commune et la population à la base en véhiculant les informations reçues.

En ce qui concerne le niveau de scolarisation formelle, une proportion de conseillers relativement forte (90%) n'a jamais été à l'école.

## **c) Résultats du diagnostic liés aux ressources humaines**

Les contraintes liées aux ressources humaines se présentent ainsi qu'il suit :

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Présence effective du personnel au travail ;</li><li>➤ Discipline au travail ;</li><li>➤ Collaboration entre agents ;</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Manque de formation continue en informatique du personnel ;</li><li>➤ Personnel non qualifié ;</li><li>➤ Faible niveau des indemnités des magistrats municipaux ;</li><li>➤ Faible répartition des tâches ;</li><li>➤ Manque des réunions de coordination ;</li><li>➤ Manque de renforcement des capacités des conseillers municipaux en informatique.</li></ul>

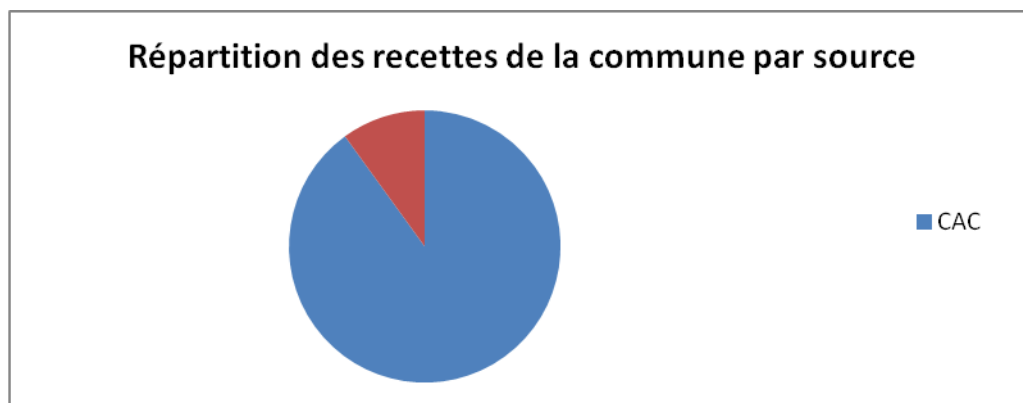
Selon notre analyse, il faut renforcer les capacités du personnel en informatique et en technique administrative.

## **IV.1 2 Les ressources financières**

### **i. Les recettes (compte administratif 2009, 2010 et 2011)**

Les recettes propres constituent les principales sources d'entrée des revenus de la commune de Kobdombo. Elles sont principalement basées sur les CAC qui sont de l'ordre de 60 000 000 pour les années 2009 et 2010. Pour l'année 2011, ces recettes ont été divisées par 2.

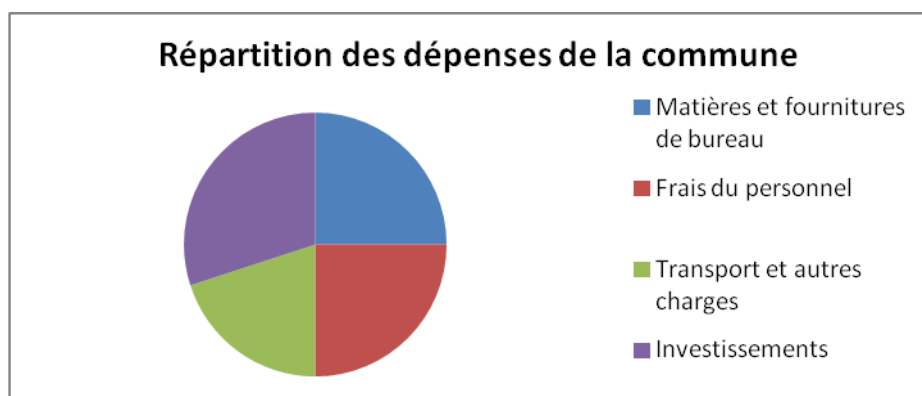
**Figure 4: Répartition des recettes de la commune par source.**



**ii. Les dépenses (compte administratif 2009, 2010)**

La répartition des dépenses concerne dans une large majorité (70%) les dépenses liées au fonctionnement (matières et fournitures de bureau, transport, frais du personnel, autres charges et pertes diverses) et dans une moindre mesure (30%) à l'investissement (immobilisations corporelles, aménagements et constructions, matériels et mobiliers).

**Figure 5: Répartition des dépenses de la commune.**



**iii. Résultats du diagnostic liés aux ressources financières**

Le diagnostic des contraintes liées aux ressources financières a permis de dresser le bilan ci-après :

Forces	Faiblesses
RAS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible mécanisme de recouvrement ;</li> <li>- Faible budget de la commune ;</li> <li>- Faible revenu de la commune.</li> </ul>

Selon notre analyse, il faut former 04 agents communaux aux techniques de recouvrement et mettre en place un répertoire des contribuables de la commune afin d'améliorer les recettes.

### IV.1 3-Le patrimoine communal

Le patrimoine de la commune est constitué de :

- Un camion benne endommagé et abandonné ;
- Quelques chaises communales ;
- Une auberge ;
- Un foyer communal ;
- Une résidence du maire ;
- Un marché communal non exploité.

#### a) Résultats du diagnostic liés au patrimoine communal

Les contraintes liées patrimoine lors des travaux en commission a permis de dresser le bilan ci-après :

<b>Forces</b>	<b>Faiblesses</b>
-Existence d'une auberge communale -Existence d'un foyer communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de lotissement des terrains par la commune</li> <li>- Manque de la mise en valeur des terrains lotis ;</li> <li>- Absence du plan d'urbanisation de la cité (Kobdombo) ;</li> <li>- Manque de construction de la Mairie ;</li> <li>- Manque d'un centre d'apprentissage ;</li> <li>- Manque d'un complexe sportif communal ;</li> <li>- Manque de camion benn ;</li> <li>- Manque d'une ambulance communale;</li> <li>- Manque de tracteur ;</li> <li>- Manque de forêt communale ;</li> <li>- Manque d'un jardin de loisir communal ;</li> </ul>

Selon notre analyse, il faut beaucoup d'investissement en infrastructures, en équipements pour améliorer le patrimoine communal.

#### IV.1.4 Gestion des relations

La Commune de Kobdombo, comme toute autre Commune du Cameroun entretient des relations multidimensionnelles avec plusieurs partenaires pour atteindre ses objectifs qui sont entre autres : faciliter l'accès aux besoins prioritaires de base et améliorer les conditions de vie de ses populations.

##### **La Commune a des relations avec la tutelle :**

-Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

Il est représenté au niveau local par le Sous préfet.

-Le Fonds d'Equipement et d'Investissement Intercommunal (FEICOM)

C'est un partenaire privilégié de la Commune puisqu'il agit aussi comme bailleur de fonds (financement des microprojets, octroi des dons...).

-Le PNDP

### **Les relations avec les services techniques**

La Commune de Kobdombo a des relations avec bon nombre de services techniques rencontrés aussi bien au niveau du département qu'au niveau local. Nous pouvons citer :

- Les services de santé ;
- Les services de l'Agriculture, de l'élevage, de l'éducation, du tourisme et de la jeunesse ;
- Les services du MINEPAT, ICRAF

### **Autres relations**

La Commune a des relations avec les chefs traditionnels, les confessions religieuses, les associations diverses et les organisations des producteurs.

### **Résultats du diagnostic des contraintes liées à la gestion des relations**

<b>Faiblesses</b>	<b>Forces</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible relation avec les partenaires au développement;</li><li>- Manque de formation sur des capacités des personnels de la commune pour la passation des marchés ;</li><li>- Manque de formation sur les micro projets ;</li><li>- Faible taux de recouvrement des ressources financières ;</li><li>- Faible patrimoine communale</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>-Existence des services techniques ;</li><li>-Existence des grandes élites</li></ul>

#### IV.1 5. Axes de renforcement de la Commune

Domaine	Renforcement des capacités
Ressources humaines	-Formation du personnel sur les TIC ; -Formation des conseillers municipaux sur les procédures administratives ; -Formation du personnel aux techniques de compatibilité et de gestion ;
Ressources financières	-Former le personnel au système de recouvrement
Patrimoine communale	-Sensibiliser les populations sur le plan d'urbanisation de la Commune
Gestion des relations	-Organiser par trimestre une réunion avec tous les acteurs qui sont impliqués dans le développement de la Commune

#### Les contraintes au développement de la Commune de Kobdombo

Le diagnostic global effectué dans la commune de Kobdombo auprès des sectoriels, des populations et autres exécutif municipal, ainsi que des observations directes faites par l'équipe de planification montre que la population de la commune de Kobdombo vit dans des conditions difficiles. Cette situation est l'émanation de problèmes regroupés, hiérarchisés par secteur et regroupé en cinq centres d'intérêts à savoir :

1. **Un cadre de vie contraignant** pour les populations de Kobdombo. Ceci est dû aux difficultés d'accès à l'eau potable, à l'inexistence du réseau électrique, aux difficultés d'accès aux soins de santé, aux faibles capacités d'accueil et d'encadrement des élèves dans les structures scolaires et enfin aux difficultés de circulation des biens et des personnes ;
2. **Le faible revenu des populations** de la commune qui se résume au faible revenu des productions agricoles, à la faible productivité des activités halieutiques, aux difficultés d'exercer les activités commerciales, à la faible productivité d'élevage et à la faible valorisation de l'artisanat ;
3. **Un cadre social précaire** caractérisé par la faible capacité d'insertion socioprofessionnelle des jeunes (filles et garçon) et des femmes, la faible valorisation des potentialités touristiques et culturelles, la faible capacité d'insertion sociale des personnes vulnérables (handicapés, enfants de la rue,) ;
4. **La destruction des ressources naturelles** à travers la destruction du couvert végétal, la pollution de l'environnement et la propagation du braconnage ; et enfin,



5. **La baisse des performances de l'institution communale** qui se traduit par le mauvais mécanisme de collecte de ressources financières, l'insuffisance des ressources humaines, le faible patrimoine communale et la faible gestion des relations.

#### IV.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Secteur	Problèmes	Besoins identifiés	Principales causes	Principaux effets
Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé	-9 réfrigérateurs ; 9 pharmacies ; 9 laboratoires ; 23 latrines ; 9 dispositifs de traitement de déchet ; 6 points d'eaux ; 72 lits ; 9 maternités ; 9 logements du médecin. -Construction et équiper le centre de santé d'Arrondissement de Kobdombo	-Absence du centre de santé -Manque des infrastructures et équipements sanitaires -Manque de pro pharmacie -Manque des moyens financiers -Faible implication de l'Etat -Faible implication de la commune	-Installation des maladies -Taux de mortalité élevé -Abandon des champs -Faible production agricole -Famine
Education de base	Faible encadrement à l'éducation de base	-Construction de 122 salles de classe ; -Achat de 796 tables bancs ; -Réhabilitation de 42 salles de classe	-Absence de l'école maternelle et primaire -Insuffisance des tables bancs -Insuffisance des salles de classe -Insuffisance des enseignants qualifiés -Faible organisation des populations -Faible revenu des populations -Faible implication de l'Etat	-Mauvaise qualité d'enseignement -Mauvaise concentration des élèves -Mauvaise assimilation des cours -Taux échec scolaire élevé -Baisse de niveaux des élèves -Sous scolarisation -Sous développement -Découragement -Abandon

Eau et énergie	-Difficultés d'accès à l'énergie électrique	Implantation au réseau AES/SONEL	-Manque du réseau AES/sonel -Pauvreté -Manque du générateur de la commune -Manque d'initiative -Manque des moyens financiers	-Manque de communication -Absence de certaines activités socio économiques -Exode rural -Sous développement accentué
Eau et énergie	Insuffisance des points d'eau potable	-Réparation des 18 puits endommagés ; -Créer 41 forages ; -Formation des 30 artisans réparateurs des puits et des forages	-Insuffisance de forage -Forages en panne -Manque d'entretien de l'ouvrage -Faible organisation des populations -Faible encadrement -Absence des puits dans certains quartiers	-Consommation d'eau souillée -Prolifération des maladies hydriques -Affaiblissement - Dépenses -Pauvreté Longue distance à parcourir -Perte de temps -Retards dans les tâches -Conflits conjugaux
Agriculture	Faible production agricole	-Mettre en place un mécanisme d'approvisionnement des engrais et intrants agricoles	-Pauvreté du sol -Mauvaise pratique agricole -Insuffisance des terres cultivables -Difficulté d'acquisition des intrants agricoles -Faible revenu des populations -Faible encadrement technique	-Baisse de production -Baisse de rendement -Insuffisance alimentaire -Malnutrition -Famine
Transport	Difficultés de transport	Créer une gare routière à Kobdombo	-Manque de structures de transport -Mauvais état de route -Manque d'entretien de route -Manque des moyens matériels et financiers	-Difficultés d'acheminement de commercialisation des produits -Détérioration des produits -Baisse des revenus -Difficultés de transport des personnes

				<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fatigue /accident</li> <li>-Pauvreté</li> <li>-Exode rural</li> </ul>
Elevage et pêche	Difficultés à pratiquer de l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construire et équiper une DAEP</li> <li>-Faciliter l'accès aux crédits de l'élevage ;</li> <li>-Former 30 éleveurs aux techniques modernes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque des techniques de l'élevage</li> <li>-Faible couverture sanitaire</li> <li>-Faible organisation des éleveurs</li> <li>-Faible suivi des éleveurs</li> <li>-Faible sensibilisation</li> <li>-Faible encadrement technique</li> <li>-Insuffisance du personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Prolifération des maladies animales</li> <li>-Perte de poids</li> <li>-Diminution de la production</li> <li>-Diminution de la valeur marchande</li> <li>-Carence des protéines animales</li> <li>-Diminution des revenus</li> <li>-Malnutrition</li> <li>-Pauvreté</li> <li>-Maladie</li> </ul>
Poste et télécommunications	Faible couverture aux réseaux de communication	Plaidoyer pour connexion au réseau de la téléphonie mobile	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque du réseau de la radio, TV</li> <li>-Manque du réseau du téléphonie mobile</li> <li>-Insuffisance des moyens financiers</li> <li>-Coût élevé d'investissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Sous informé</li> </ul>
Culture	Faible épanouissement socio culturel des populations	Construire un foyer culturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque du foyer culturel</li> <li>-Manque du foyer communautaire</li> <li>-Manque des moyens financiers</li> <li>-Faible organisation des populations</li> <li>-Ignorance</li> <li>-Pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque d'information</li> <li>-Manque d'organisation</li> <li>-Exode rural</li> </ul>
Promotion de la	Faible épanouisse	Créer, Construire	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque du centre de promotion de la femme</li> <li>-Manque des moyens financiers</li> <li>-Manque d'initiative</li> <li>-Ignorance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque d'information</li> <li>-Exode rural</li> </ul>

femme	ment de la femme	et équiper un centre de promotion de la femme		
Forêt et faune	Dégradation des ressources floristiques et fauniques	-Création d'une forêt communale -Création d'une pépinière communale	-Insuffisance des espèces floristiques -Manque des espèces fauniques -L'exploitation illicite -Braconnage -Faible implication de l'Etat	-Destruction du couvert végétal -Disparition des espèces fauniques -Perte d'habitats d'animaux -Carence des protéines animales -Avancée du désert -Malnutrition
Environnement et protection de la nature	Faible protection de l'environnement et de la nature	-Reboiser les espaces nus	-Destruction du couvert végétal -Dégradation des berges du Nyong -Feu de brousse -Déboisement -Faible encadrement technique -Coupe anarchique des arbres -Absence de sensibilisation -Création des nouveaux champs	-Baisse de fertilité du sol -Insécurité -Rétrécissement de la zone de polyculture -Diminution des terres cultivables -Baisse de production -Famine
Jeunesse	Faible épanouissement des jeunes	Créer et équiper un centre de la jeunesse et d'animation	-Manque du centre de la jeunesse et d'animation -Manque des moyens financiers -Faible organisation des populations -Faible implication de l'Etat	-Vagabondage -Découragement des jeunes -Délinquance -Abandon -Exode rural
Sport et éducation physique	Difficultés d'accès aux aires du sport	Créer, construire et équiper un complexe sportif	-Manque du terrain des aires du sport -Manque des équipements sportifs -Manque des moyens financiers -Faible organisation des populations -Faible implication de l'Etat	-Découragement des jeunes -Vagabondage des jeunes -Abandon -Délinquance -Exode rural
		Aménager le lac	-Absence des sites touristiques -Manque de sensibilisation des populations -Manque des moyens financiers	-Absence des visites des touristes -Absence des certaines activités

Tourisme	Difficultés de développement des sites touristiques	municipal	-Manque des hôtels et des restaurants -Faible organisation des populations -Faible implication de l'Etat	socio économiques -Baisse des revenus -Sous développement -Misère
Petite et moyenne entreprise	Difficultés de développer des activités de l'artisanat		-Manque des techniques de l'artisanat -Manque de structure d'encadrement des artisans -Absence du personnel technique -Manque des moyens financiers -Faible implication de l'Etat	-Absence des activités de l'artisanat -Baisse des revenus -Découragement -Abandon -Misère -Exode rural
Domaine affaires foncières	Difficultés d'accès aux terres cultivables	-Elaborer le plan d'urbanisation de Kobdombo	-Insuffisance des terres cultivables -Faible encadrement technique	-Baisse de production Agricole -Baisse de rendement -Insuffisance alimentaire -Appauvrissement -Conflits conjugaux
Affaires sociales	Faible encadrement des handicapés	Créer, construire et équiper un centre d'encadrement des handicapés	-Manque de structure d'encadrement des handicapés -Manque des moyens financiers -Manque d'initiative -Ignorance -Faible implication de l'Etat	-Abandon des handicapés -Manque d'organisation -Mendicité -Délinquance -Exode rural
Travail et sécurité sociale	Faible encadrement des retraités	Créer, construire un centre d'encadrement des retraités	-Manque du centre d'encadrement des retraités -Manque des moyens financiers -Faible organisation des retraités -Faible implication de l'Etat	-Contagion des maladies -Mauvais encadrement des retraités - Dépenses -Découragement -Baisse des revenus -Appauvrissement
Recherche	Difficultés d'accès aux plants	Faciliter l'accès aux plants	-Manque des plants améliorés de cacao et du café -Faible organisation des	-Baisse de la production -Baisse de rendement

scientifique	améliorés de cacao et du café	améliorés de cacao et du café	planteurs	-Baisse de revenus -Appauvrissement -Pauvreté
Enseignement secondaire	Difficultés d'accès à l'établissement d'enseignement secondaire	Construire et équiper le CETIC de Kobdombo	-Manque d'établissement d'enseignement secondaire -Manque des moyens financiers -Faible implication de l'Etat	-Eloignement des élèves -Mauvais encadrement des élèves -Mauvais suivi -Baisse de niveau scolaire -Echec scolaire Découragement -Abandon -Délinquance
Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	Appui financier aux jeunes bacheliers	-Insuffisance des étudiants -Manque des moyens financiers -Faible organisation des populations	-Absence des intellectuels -Baisse de taux de réussite -Sous scolarisation -Découragement -Abandon -Délinquance
Commerce	Difficultés de développer des activités commerciales	Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	-Manque de structures commerciales -Manque de moyens financiers -Faible implication de la commune	-Achat pénible des produits -Détérioration des produits -Baisse des revenus -Pauvreté
Mines et développement technologique	Faible encadrement des exploitants de la carrière du sable	Organiser les exploitants de la carrière du sable	-Manque de structure d'encadrement des exploitants -Manque des techniques d'exploitation -Manque des moyens financiers -Manque du personnel technique	-Exploitation anarchique -Baisse de rendement -Perte de recettes à la commune -Baisse de revenus -Pauvreté
Travaux publics	Faible entretien des routes	Travaux d'entretien de la route Ayos-Kobdombo	-Manque des moyens financiers -Manque des équipements -Faible organisation de la commune -Manque du personnel technique	-Mauvais état des routes -Difficultés de circuler -Difficultés d'acheminement de commercialisation des

				produits -Détérioration des produits -Fatigue/accident
Administration territoriale	Faible encadrement de la chefferie traditionnelle	Construction des cases de palabre des chefs traditionnels	-Insuffisance de structure d'encadrement -Faible encadrement des autorités administratives locales	-Perte de la valeur coutumière -Négligence des rites traditionnels
Emploi et formation professionnelle	Difficultés d'accès aux emplois décents	Créer, construire et équiper une SAR/SM à KObdombo	-Manque de structures d'emploi -Manque de structure de formation professionnelle -Manque de la SAR/SM -Manque des moyens financiers -Faible implication de l'Etat	-Nombre élevé des chômeurs -Nombre des jeunes non formés dans le village -Baisse des revenus -Découragement -Misère
Développement urbain et habitat	Difficultés d'accès aux habitats décents	Améliorer le cadre de vie	-Manque des habitats décents dans le village -Manque des moyens financiers -Faible organisation des populations	-Mauvais état des habitats -Promiscuité -Manque d'organisation -Risque de contagion -Maladie -Exode rural
Communication	Difficultés d'accès aux outils de communication	Implantation aux réseaux radio, Télé	-Manque de radio communautaire -Manque du centre des TIC -Manque des moyens financiers -Faible implication de l'Etat -Faible implication de la commune	-Difficultés d'accès au réseau de la radio -Non maîtrise de l'internet -Sous informé

## V- PLANIFICATION STRATEGIQUE

### V.1 Vision et objectifs du PCD

#### V.1.1 Vision PCD

De manière globale, les populations de Kobdombo se proposent d'améliorer durablement les performances de l'institution communale.

Pour atteindre cet objectif à l'horizon 2035, il convient de mettre en œuvre un certain nombre d'actions dont notamment :

1. Améliorer le taux de recouvrement des ressources financières;
2. Améliorer la productivité des ressources humaines ;
3. Améliorer le patrimoine communal ;
4. Améliorer la gestion des relations avec les partenaires.

La réalisation du DIC, a permis à la commune de définir l'orientation du développement de son espace communal et de prendre les décisions qui s'imposent par rapport aux enjeux futurs (orientations sectorielles du développement). En outre le PCD permet à la commune de décider en connaissance de cause à l'aide d'un outil de pilotage (tableau de bord) des actions à mener et d'assurer une harmonisation et une cohérence des interventions des différents acteurs de développement présents sur le territoire (Société civile, partenaires, populations, Administrations,...), et leur durabilité dans le temps et l'espace.

#### V.1.2 Objectifs Du PCD

L'objectif principal que visait la réalisation de ce PCD était d'accompagner la commune de Kobdombo dans l'auto analyse du fonctionnement de ces organes et services, l'identification de ses forces et faiblesses, de ses potentialités et contraintes, ainsi que dans l'analyse des différents problèmes auxquels elle fait face afin d'aboutir à une planification des idées et actions de développement sur une période donnée.

Cet exercice de réflexion a eu lieu leur de l'atelier de lancement dans l'enceinte de la commune.

### V.2. Cadre logique par secteur

#### V.2.1. Secteur : Eau

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer l'approvisionnement en eau potable	Nombre des points d'eau créés et ou réhabilités	Rapport d'activités de la mairie, populations	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer les points d'eau potable en nombre suffisant	Nombre des points	Rapports du sectoriel	
Gérer durablement les	18 nombre des	Rapports Mairie	



points d'eau créés ou réhabilités	points d'eau		
<b>Résultats attendus</b>			
Points d'eau potable en quantité suffisante	Nombre de points d'eaux fonctionnels	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Tous les points d'eau fonctionnent durablement	Nombre de points d'eaux fonctionnels		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
. Réhabiliter 18 puits non fonctionnels dans la commune			54 000 000
Réhabiliter la station scan water de Ngala			40 000 000
Créer 41 forages dans certaines localités			410 000 000
Suivi des comités de gestion de tous les points d'eau et assurer la formation des membres			5 000 000
Former 3 artisans réparateurs des puits, forages et sources			5 000 000
Aménagement de 34 sources d'eau			136 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL EAU</b>			<b>710 000 000</b>

### V.2.2 Secteur : santé

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir l'accès aux soins de santé de qualité	Nombre de structures de santé équipées	Rapport d'activités de la mairie, populations	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des structures et équipements de soins de santé de qualité	Nombre	Rapports du sectoriel	
Améliorer la gestion des structures de santé	Nombre des centres	Rapports Mairie	
<b>Résultats attendus</b>			
Structures de soins de santé de qualité disponibles en quantité et qualité suffisante dans la commune	Nombre de centres de santé	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Toutes les structures de santé fonctionnent durablement	Nombre de structures		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Plaidoyer et construction du CMA			150 000 000

Réhabiliter 4 bâtiments et en construire 4 nouveaux dans les centres de santé existants	240 000 000
Doter les centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	5 400 000
Doter les centres de santé existants de 8 unités d'analyse	40 000 000
Doter les centres de santé existants de 8 maternités	280 000 000
Doter les centres de santé existants de 8 pro-pharmacies opérationnelles	4 000 000
Doter les centres de santé existants de 8 réfrigérateurs	4 000 000
Doter les centres de santé existants de 6 points d'eau	51 000 000
Doter les centres de santé existants de 23 latrines	57 500 000
Doter les centres de santé existants de 9 dispositifs de traitement des déchets	24 000 000
Doter les centres de santé existants d'au moins un logements pour les chefs de centre	32 000 000
Reboiser les 8 centres de santé existants	12 000 000
Construire une morgue dans la commune	20 000 000
Acquérir une ambulance	80 000 000
Acquérir 7 motos pour la vaccination	2 800 000
Clôturer les 8 centres de santé existants	80 000 000
Redynamiser les COSA/COGE et Conscientiser les personnels de santé pour une meilleure prise en charge des malades	4 000 000
Faire le plaidoyer pour affecter 10 IDE, 9 IB, 12 AS, 7 matrones et 7 commis, 01 médecin, 7 laborantins et 02 spécialistes de santé de reproduction dans les centres de santé existants	0
Recruter du personnel soignant communal	
Doter les centres de l'énergie solaire	120 000 000
Créer ,construire et équiper cinq (5) centre de santé intégré	500 000 000
Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL SANTE</b>	<b>1 766 700 000</b>

### V.2.3 Secteur : Education

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer l'accès à l'éducation scolaire qualité	Nombre d'écoles maternelles, primaires et secondaires opérationnelles et nombre d'infrastructures et équipements scolaires	Rapport d'activités	

<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des structures d'éducation scolaire de qualité	Nombre	Rapports du sectoriel	
Améliorer la gestion des structures d'éducation scolaire	Nombre des structures	Rapports Mairie	
<b>Résultats attendus</b>			
Ecoles maternelles, primaires et secondaires en quantité suffisante et infrastructures et équipements scolaires de qualité suffisants	Nombre des infrastructures et équipements	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Toutes les structures d'éducation scolaire fonctionnent durablement	Nombre de structures fonctionnelles		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Créer, construire et équiper 23 écoles maternelles			195 000 000
Créer, construire et équiper un CETIC à NDAMVO			125 000 000
Construire et équiper le CETIC de Kobdombo			125 000 000
Construire et équiper 122 salles de classes dans les écoles primaires et maternelles et dans les écoles secondaires de la Commune			109 800 000
Equiper les bureaux des maitres			30 500 000
Réhabilité 42 salles de classes dans les écoles primaires et maternelles et dans les écoles secondaires de la Commune			107 500 000
Doter les écoles primaires et maternelles et dans les écoles secondaires de la Commune de 796 table-bancs			19 900 000
Doter les écoles maternelles, primaires et secondaires existantes de 46 points d'eau			345 000 000
Doter les écoles maternelles, primaires et secondaires existants de 46 latrines			161 000 000
Doter les écoles maternelles, primaires et secondaires existantes de 76 bacs à ordures			46 000 000
Doter les écoles maternelles, primaires et secondaires existantes de 160 logements pour enseignants			800 000 000
Doter les écoles maternelles, primaires et secondaires existantes de 46 blocs administratifs			1 150 000 000
Reboiser écoles maternelles, primaires et secondaires existantes			69 000 000
Clôturer les écoles maternelles, primaires et secondaires existantes			368 000 000
Redynamiser les APEE et Conscientiser les personnels enseignants pour une éducation de qualité			1 500 000
Plaidoyer d'affectation 225 enseignants qualifiés toute catégorie confondue dans écoles maternelles, primaires et secondaires existantes			

Construire et équiper une inspection d'arrondissement de l'éducation de base	60 000 000
<b>TOTAL EDUCATION</b>	<b>4 701 400 000</b>

#### V.2.4 Secteur : Energie

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'accès à l'énergie électrique	Nombre d'abonnés	Rapports d'activités de la mairie, populations, AES	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Connecter la commune au réseau électrique	PV de réception	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Energie électrique disponible dans toute la commune	PV de réception	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Faire le loobing pour connecter la commune au réseau électrique pour 58 km de triphasé et 129 km de moyenne tension			3 000 000
Acquérir 32 transformateurs de 25KVA en réseau mono phasé MT			2 240 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL ENERGIE</b>			<b>2 303 000 000</b>

#### V.2.5 Secteur : Travaux publics

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'entretien des routes	Nombre de Km de route réfectionné	Rapports d'activités de la mairie, MINTP	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Réfectionner les routes et les pistes rurales (193 Km)	Pv de réception	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
193 km de route réfectionnés	P v de l'ouvrage réceptionnée	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	

Activités	Coûts estimatifs
Faire le loobing pour réfectionner les routes et les pistes rurales (193 Km) notamment les suivants: Axe Ayos- Kobdommbo : 35 km Axe Kobdombo –Ngalla : 4,8 Km Axe Ngalla_- Fang Bikang : 5 Km Axe Ngalla- Salla : 5,9 Km Axe Salla- Mbogue : 35 Km Axe Salla-Ngondo : 10 Km Axe Sobia- Awae : 17 Km Axe Awae- Nkpwanze : 26 Km Axe Awae-Ngada : 26 Km Axe Salla-Ngoulkeka : 9 Km Axe Akam-Sobia-Kongo : 5km Axe Ngada-Meto : 17km Axe Meto-Ekpwassoum: 9km Ndamvo-Fombo 13 km Koubengono-ka'a 6 km Mboke –nganga 6 km	322 000 000
Entretenir régulièrement les routes et pistes réhabilitées	150 000 000
Mettre en place des barrières de pluies fonctionnelles	10 000 000
Réfection des 15 ouvrages d'art	450 000 000
Remblement des 6 digues	162 000 000
Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>1 154 000 000</b>

### V.2.6 Secteur : Transport

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter le déplacement des personnes et des biens de la commune	Nombre de moyens de transport	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des moyens de déplacement des personnes et des biens	Nombre des véhicules	Rapports du sectoriel	
Limiter les accidents de circulation	P V	Rapport sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Moyens de transport disponibles à tout moment	Nombre des véhicules	Rapports du sectoriel et	

		archives de la Commune	
Taux d'accident réduit	P V du sectoriel	Rapport sectoriel	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
créer au moins 04 gares routières			20 000 000
Acquérir au moins 6 véhicules de transport en commun dans la commune ;			120 000 000
Former, sensibiliser les conducteurs, les parties prenantes et réglementer le transport			5 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL TRANSPORT</b>			<b>205 000 000</b>

### V.2.7 Secteur : Communication

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'accès aux outils de communication	Nombre d'outils de communication opérationnels dans la commune	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des moyens de communication adéquats	Nombre d'outils	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Populations s'informent et communiquent facilement	Nombre d'outils	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Faire le loobing pour la couverture totale de la commune par un réseau la téléphonie mobile et des ondes radio, télé			3 000 000
créer et approvisionner les kiosques à journaux			2 000 000
créer et équiper un centre télé communautaire			100 000 000
créer un radio communautaire.			50 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL COMMUNICATION</b>			<b>215 000 000</b>

### V.2.8 Secteur : Culture

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter la valorisation de la culture	Nombre de manifestations culturelles organisées	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des moyens pour valoriser la culture	Nombre des moyens	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Activités culturelles valorisées	P V de rencontre	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Répertorier les valeurs culturelles traditionnelles			3 000 000
Sensibiliser les populations et les former aux pratiques culturelles locales			5 000 000
Réaliser et diffuser des émissions sur la culture de la commune			1 000 000
Créer et construire 4 foyers culturels			80 000 000
Créer, construire et équiper une bibliothèque municipale			60 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL CULTURE</b>			<b>209 000 000</b>

### V.2.9 Secteur : Jeunesse

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'épanouissement de la jeunesse	Nombre d'infrastructures en faveur de l'épanouissement de la jeunesse	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des structures d'encadrement des jeunes	Nombre	Rapports du sectoriel	
Assurer l'encadrement des jeunes	PV du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Jeunesse épanouie	P V du sectoriel	Rapports du	

		sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Créer, construire et équiper 01 centre de jeunesse et d'animation à Kobdombo			100 000 000
Créer, construire et équiper un centre multifonctionnel dans la commune			100 000 000
Organiser les jeunes (fille et garçon) en GIC et les accompagner dans le montage et la réalisation des projets d'insertion			50 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL JEUNESSE</b>			<b>310 000 000</b>

#### V.2.10 Secteur : Sport et éducation physique

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> faciliter l'accès au sport et aux loisirs	Nombre d'infrastructures de sport et de loisir	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des infrastructures de sport et de loisirs	Nombre d'infrastructure	Rapports du sectoriel	
Assurer l'encadrement sportif des populations	P v du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Infrastructures et équipements de sport et de loisir disponibles dans la commune	Nombre des équipements	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Sports de plus en plus développés	P v du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
créer, aménager et équiper des aires de jeux multi-sport dans la commune			1 000 000 000
Aménager le stade municipal de Kobdombo et plusieurs terrains de football non aménagés dans les villages			500 000 000
Créer, construire et équiper un complexe de loisirs à kobdombo			100 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>			<b>1 660 000 000</b>



### V.2.11 Secteur : Promotion de la femme et de la famille

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'épanouissement de la femme	Nombre d'infrastructures en faveur de la femme	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Disposer des structures d'encadrement des femmes et de la famille	Nombre de structures	Rapports du sectoriel	
Assurer l'encadrement des femmes	P V du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Femmes épanouies	Nombre des femmes	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Femmes de plus en plus encadrées	Nombre des femmes	Rapports du sectoriel	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes à Efoufoup/ Kobdombo			50 000 000
Dynamiser les réseaux, les associations et les GIC de femmes			10 000 000
Vulgariser les droits de la femme et de la famille			5 000 000
Accompagner les femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets			50 000 000
Appuyer financièrement des projets des femmes			50 000 000
Promouvoir les mariages civils			10 000 000
Créer, construire et équiper une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille			60 000 000
<b>TOTAL PROMOTION DE LA FEMME</b>			<b>235 000 000</b>

### V.2.12 Secteur : Affaires sociales

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer la prise en charge des personnes vulnérables	Nombre des personnes vulnérables pris en charge	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Prise en charge des personnes vulnérables est assurée	Nombre des personnes	Rapports du sectoriel	

<b>Résultats attendus</b>			
Personnes vulnérables de plus en plus pris en charge	Nombre	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Appui psycho social à 500 PVVS en association ou GIC et les accompagner dans leur vie quotidienne			50 000 000
Créer et construire un orphelinat municipal			50 000 000
Appui à la mise en place des activités génératrices des revenus			50 000 000
Créer un centre communautaire			50 000 000
Assistance aux nécessiteux			5 000 000
Créer, construire et équiper un centre social			120 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL AFFAIRES SOCIALES</b>			<b>385 000 000</b>

### V.2.13 Secteur : Développement urbain et habitat

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global :</b> Améliorer le cadre de vie dans la commune	Nombre d'infrastructures urbaines, populations	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>		Rapports du sectoriel	
Moyens d'amélioration du cadre de vie sont disponibles	Nombre de structures	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Cadre de vie en milieu urbain agréable	Nombre de structures	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Redynamiser le service d'hygiène et salubrité et créer un service d'enlèvement des déchets ménagers et sons			5 000 000
réaliser le lotissement et la viabilisation de l'espace urbain			2 000 000
Sensibiliser les élites pour construire des maisons décentes en zone urbaine et dans les villages			1 000 000
Construire des infrastructures locatives (maisons, boutiques etc..)			100 000 000
Créer 10 latrines publiques et privés dans l'ensemble de la commune ;			25 000 000
Sensibiliser les populations sur les règles d'hygiène ;			0
Construire des caniveaux			4 000 000

Réaliser un plan sommaire de d'urbanisme(plan de la ville)	5 000 000
Décrire le périmètre urbain	5 000 000
Créer et construire une cité municipale	100 000 000
Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT</b>	<b>307 000 000</b>

#### V.2.14 Secteur : Environnement et protection de la nature

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Préserver l'environnement	Types d'actions réalisées en faveur de l'environnement	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
améliorer le cadre de vie	Etat du cadre	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Environnement protégé et cadre de vie améliorée	Nombre de sites	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Sensibiliser les populations sur l'intérêt de reboiser les espaces nus ou dégradés			20 000 000
Reboiser les espaces nus ou dégradés (5000 arbres par an)			35 000 000
Acheter les bacs à ordures, créer la décharge et sensibiliser la population sur l'utilisation des bacs à ordures à kobdombo			10 000 000
Sensibiliser les ménages à construire des latrines, sensibiliser et réprimer la divagation des animaux, sensibiliser les populations sur la bonne utilisation des produits chimiques			20 000 000
Vulgariser les politiques dans le domaine de la gestion conservatoire des ressources fauniques et aquatiques			5 000 000
Appuyer la domestication des produits forestiers non ligneux			5 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>			<b>155 000 000</b>

#### V.2.15 Secteur : Artisanat

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Valoriser les produits de l'artisanat	Nombre de produits de l'artisanat mis sur le marché	Rapport de la mairie	

<b>Objectifs spécifiques</b>			
Les moyens de valorisation sont disponibles	Nombre	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Produits de l'artisanat valorisés	Nombre des produits valorisés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Réglementer l'acquisition des matériaux pour l'artisanat			0
Identifier les artisans par secteur et les organiser en groupement			0
Développer des techniques et outils de transformation modernes			1 000 000
Faciliter le recyclage et les échanges pour les artisans			2 000 000
Vulgariser et appliquer les lois sur l'artisanat ainsi que les textes législatifs			0
Organiser des foires communales			10 000 000
Apporter des appuis technique, financière et commerciale aux artisans			15 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL ARTISANAT</b>			<b>88 000 000</b>

#### IV.2.16 Secteur : Petite et moyenne entreprise

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Promouvoir les PME dans la commune	Nombre de PME	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Les stratégies sont disponibles	P V du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
PME sont créées dans la commune	Nombre des PME créées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Susciter la création des PME et organiser les opérateurs économiques dans ce secteur			0
Identifier les domaines prioritaires de création des PME			0
Apporter des appuis techniques et financiers aux promoteurs des PME			30 000 000
Faciliter les procédures fiscales de création des PME			0

Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE</b>	<b>90 000 000</b>

#### V.2.17 Secteur : Mines et développement technologique

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer l'exploitation des carrières de sable	Système d'exploitation mis en place	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Créer un système d'exploitation	P v du sectoriel	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Exploitation des carrières de sable améliorée	Nombre de carrières fonctionnelles	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Organiser, réglementer et valoriser l'exploitation des carrières de sable			2 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>			<b>62 000 000</b>

#### V.2.18. Secteur : Emploi et formation professionnelle

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'accès à des emplois décents	Nombre de jeunes ayant un métier décent dans la commune	Rapport de la mairie	
<b>Résultats attendus</b>			
Emplois créés dans la commune	Nombre d'emplois	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Créer, construire et équiper un centre de formation aux métiers dans la commune			200 000 000
Former les jeunes aux métiers compétitifs dans la commune			10 000 000
Apporter des appuis techniques et financiers aux jeunes dans la création des emplois			30 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			<b>300 000 000</b>

### V.2.19. Secteur : Commerce

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> promouvoir les activités commerciales dans la commune	Nombre des structures commerciales opérationnelles	Rapport de la mairie	
<b>Résultats attendus</b>			
Structures commerciales créés dans la commune	Nombre de structures	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Identifier les domaines prioritaires dans lesquels le commerce devait être développé dans la commune			
Susciter la création des activités commerciales auprès des élites et autres Opérateurs économiques			
Créer 8 nouveaux centres commerciaux			32 000 000
Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo			10 000 000
Construire 14 comptoirs			7 000 000
Construire 8 hangars			40 000 000
Créer et construire 1 boucherie			5 000 000
créer et construire 2 poissonneries			10 000 000
Créer, construire et équiper une chambre froide			20 000 000
Construire 6 latrines			48 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL COMMERCE</b>			<b>232 000 000</b>

### V.2.20. Secteur : Agriculture

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer la production agricole et les revenus des producteurs	Nombre de producteurs ayant reçu les intrants à temps	Nombre de producteurs ayant reçu les intrants à temps( rapport de distribution des intrants)	
<b>Résultats attendus</b>			
Intrants agricoles disponibles et accessibles	Nombre d'intrants	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Techniques agricoles améliorées sont respectées et	Nombre des planteurs formés		

maîtrisées			
Les capacités organisationnelles et de gestion des producteurs sont renforcées	Nombre des planteurs		
Personnel d'encadrement suffisant et stable	Nombre du personnel		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Organiser l et susciter la création des producteurs en GICS			
Etablir des contrats de productions entre les producteurs et les fournisseurs d'intrants			
organiser le circuit de distribution des intrants agricoles			
Sensibiliser les producteurs au respect des clauses contractuels entre les acteurs			
Vulgariser les techniques de production moderne			60 000 000
organiser des voyages d'échanges			5 000 000
Faciliter l'accès aux crédits			0
Former les producteurs aux techniques de transformation			2 000 000
Accompagner les producteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets agricoles			500 000
assurer le suivi des OP			0
Créer, construire et équiper 6 postes agricoles existant et la délégation d'arrondissement d'agriculture, puis affecter les cadres dans ces institutions			150 000 000
Construire et équiper le CEAC			35 000 000
<b>TOTAL AGRICULTURE</b>			<b>252 500 000</b>

#### V.2.21 Secteur : Elevage et pêche

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer la productivité d'élevage et les revenus des éleveurs	% du taux de couverture vaccinale	Rapport DAE	
Améliorer la production des produits halieutiques	% des bas-fonds aménagés et exploités		
<b>Résultats attendus</b>			
Santé animale assurée	Nombre d'animaux	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Infrastructures agro-sylvo pastorales disponibles	P V de réception	Rapports du sectoriel	
<b>Activités</b>			<b>Coûts</b>

	<b>estimatifs</b>
Vacciner les différentes espèces animales à temps	80 000 000
faciliter l'accès aux crédits pour l'élevage	100 000 000
Former les éleveurs aux techniques modernes d'élevage	4 000 000
faciliter l'acquisition des produits vétérinaires	10 000 000
Créer, construire DAEPIA et 2 centres zootechniques et vétérinaires	90 000 000
Construire des logements pour personnel d'encadrement	80 000 000
Aménager et mettre en valeur les bas fonds	50 000 000
Créer des étangs piscicoles	150 000 000
Former et organiser les producteurs aux techniques piscicoles	25 000 000
Sensibiliser les éleveurs sur la gestion responsable des ressources halieutiques	15 000 000
Créer, construire un centre de pêche et de contrôle d'alevinage	60 000 000
Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL ELEVAGE ET PECHE</b>	<b>724 000 000</b>

## V-2 22 Forêt et faune

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global :</b> Promouvoir la gestion durable et participative des forêts et de la faune	les exploitants respectent la réglementation forestière	Rapport de la mairie, MINFOF	
<b>Résultats attendus</b>			
Gestion durable des forêts et de la faune	les exploitants respectent la réglementation forestière	Rapport de la mairie, DDFOF/NM	
Gestion participative des ressources forestières et fauniques	-Création d'une forêt communale -Nombre de forêt communautaires en activités	-Rapport des réunions par la mairie, DDFOF/NM -rapport des réunions de concertation et de sensibilisation en vue de l'obtention des forêts communautaires de la mairie et DDFOF/NM -nombre de PSG approuvés -Nombre CAE attribués	
Gestion durable et participative des ressources fauniques	-Le respect de la réglementation en matière faunique	Les périodes des chasses sont respectés -les espèces en voies de disparition sont protégées -Nombre de permis de collecte	



<b>Activités</b>	<b>Coûts estimatifs</b>
Tenir des réunions de sensibilisation, d'information avec la DDFOF et de concertation au niveau des communautés en vue de la création des forêts communautaires, des zones cynégétiques	3 500 000
Lutter contre la vente de bois sur pied par les populations	500 000
Appuyer la DDFOF pour la lutte contre l'exploitation forestière illégale	500 000
La création des zones cynégétiques	500 000
Créer une pépinière communale	2 000 000
Saisir le MINFOF en vue d'obtenir une forêt communale	500 000
Créer une forêt communale	10 000 000
Elaborer les PSG	1 000 000
Exploiter les forêts communautaires	5 000 000
Former les pépiniéristes villageois	2 000 000
Construire et équiper un poste forestier à Kobdombo	80 000 000
Appui à la création de 04 forêts communautaires	20 000 000
Construire une délégation d'arrondissement	60 000 000
<b>TOTAL FORET ET FAUNE</b>	<b>185 500 000</b>

#### V.2.23 Secteur : Tourisme

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global :</b> Valoriser le potentiel touristique de la commune	Nombre de sites touristiques aménagés et nombre de touristes visitant les sites	Rapport de la mairie, MINTOUR	
<b>Résultats attendus</b>			
Richesses touristiques de la commune valorisées	Nombre des sites	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Inventorier et caractériser le potentiel touristique			2 000 000
Aménager et valoriser les sites touristiques de la commune			15 000 000
Améliorer et intensifier la collaboration entre le maire et le MINTOURISME pour la gestion des sites touristiques			0
Susciter et encourager la création d'un circuit touristique			0
Aménager et entretenir des pistes d'accès aux sites touristiques			20 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL TOURISME</b>			<b>97 000 000</b>

### V.2.24 Secteur : Administration territoriale et Maintien de l'ordre

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer les conditions de vie des autorités administratives et traditionnelles	Nombre et qualité d'infrastructures et actions en faveur des autorités administratives	Rapport de la mairie,	
<b>Résultats attendus</b>			
Conditions de vie des autorités administratives améliorées	P v de réception	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Maintien de l'ordre</b>			
<b>Objectif global :</b> Améliorer la sécurité dans la commune	Nombre d'éléments de sécurité	Rapport de la mairie	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Les moyens de sécurité sont disponibles	Nombre d'équipements	Rapports du sectoriel	
<b>Résultats attendus</b>			
Commune couverte par les éléments de sécurité	Nombre des éléments	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Construire et équiper la sous-préfecture			100 000 000
Construire et équiper le logement d'astreinte au sous-préfet			50 000 000
Construire des cases de palabres avec mât pour chaque chefferie			34 000 000
Rémunérer les autorités traditionnelles			60 000 000
Faire le plaidoyer pour créer, construire et équiper un commissariat de police à Kobdombo			50 000 000
Faire le plaidoyer pour créer, construire et équiper un poste de gendarmerie à Kobdombo			50 000 000
Doter le commissariat de police créé en éléments et moyens de locomotion			30 000 000
Doter la brigade de gendarmerie créée en éléments et moyens de locomotion			30 000 000
Créer des comités de vigilance dans la commune			3 000 000
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL Administration Territoriale et Maintien de l'ordre</b>			<b>417 000 000</b>

### V.2.25 Secteur : Institution communale

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Améliorer les performances de l'institution communale	Budgets annuels	Rapport de la mairie, MINTOUR	
<b>Résultats attendus</b>			
Recettes communales améliorées	Nombre de quittance	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Prestations de la commune efficientes et efficaces	% de la population, du personnel et des usagers satisfaits		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Explorer toutes sources de recettes de la commune			18 000 000
Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de mobilisation des recettes de la commune			20 000 000
Equiper les agents de collecte des impôts locaux			15 000 000
Mettre en place un nouvel organigramme			0
Renforcer les capacités du personnel existant et à recruter et le motiver			15 000 000
organiser des rencontres d'échanges et d'auto-évaluation avec les différents intervenants			12 000 000
Doter la commune d'un camion benn			150 000 000
Réfectionner et équiper les bureaux de la commune			30 000 000
Construire une clôture autour du foyer municipal et de l'hôtel municipal			40 000 000
Aménager les espaces autour du Foyer municipal			10 000 000
Equiper la mairie d'un groupe électrogène et construire son abri			55 000 000
Construire un logement du maire			25 000 000
Construire et équiper un hôtel de ville			200 000 000
Sensibiliser les populations sur le bien fondé des actions communautaires			20 000 000
Doublé les investissements de la commune			0
Rechercher des nouveaux partenaires			30 000 000
<b>TOTAL INSTITUTION COMMUNALE</b>			<b>640 000 000</b>

### V.2.26 Secteur : Domaine, cadastre et affaires foncières

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Augmentation de l'offre de terrains	Nombre de Lotissements constitués	Rapport de la mairie, Titre fonciers	
<b>Résultats attendus</b>			
Lotissements constitués réserves foncières constitués	Nombre de réserves foncières constituées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune, titre fonciers au bénéfice de l'Etat	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
-Identification des sites			5 000 000
-Réaliser les travaux d'aménagement (Immatriculation des sites indemniser les occupants)			50 000 000
Créer, construire et équiper une délégation d'arrondissement des domaines, cadastres et affaires foncières			60 000 000
<b>TOTAL Domaine, cadastre et affaires foncières</b>			<b>115 000 000</b>

### V.2.27 Secteur : Poste et télécommunications

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'accès à la téléphonie mobile	P v de réception de l'ouvrage	Rapport de la mairie,	
<b>Résultats attendus</b>			
La commune est couverte par le réseau de la téléphonie mobile	P V de réception	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Faire le loobing pour la couverture totale de la commune par un réseau de la téléphonie mobile			0
Construire une délégation d'arrondissement			60 000 000
<b>TOTAL POSTE ET TELECOMMUNICATIONS</b>			<b>60 000 000</b>

### V.2.28 Secteur : Recherche scientifique

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Rapprocher les résultats scientifiques des populations apportées une assistance technique des O. P.		Rapport de la mairie,	
<b>Résultats attendus</b>			
Présence de plusieurs variétés	Présence de plusieurs variétés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Organiser les producteurs en Gics			200 000
-Etablir les contrats de production entre les producteurs et l'IRAD			0
-Organiser le circuit de distribution des plants			0
<b>TOTAL RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>			<b>200 000</b>

### V.2.29 Secteur : Enseignement supérieur

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global :</b> Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre des boursiers	Documents cotisations	
<b>Résultats attendus</b>			
Nombre élevé des jeunes à l'enseignement supérieure	Nombre des boursiers	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
Identifier les jeunes bacheliers de la localité			0
-Organiser des cotisations par les populations			0
<b>TOTAL ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>			<b>0</b>

## V.3 Développement de l'économie locale

### V.3.1. Le développement de l'agriculture

Dans le **secteur agricole**, comme ailleurs dans le pays, l'agriculture est extensive et se fait de façon itinérante sur brûlis. On distingue différentes manières de travailler le sol : le billonnage pour les céréales et légumes, la confection des buttes pour l'igname et le manioc, le labour à plat par endroit.

Les outils de travail sont rudimentaires notamment la houe et les machettes.

Les producteurs agricoles utilisent les systèmes de main d'œuvre temporaire pour faire face aux travaux qui nécessitent une main d'œuvre importante. L'autre forme d'organisation est la constitution des groupements. Les types de groupements sont essentiellement les groupes de tontines et des GIC.

L'encadrement du monde rural pour la production agricole est assuré par les services décentralisés du MINADER, notamment les 04 postes agricoles présents dans la commune. Il faut bien renforcer l'encadrement des paysans avec les des formations sur des techniques modernes. En plus, il faut organiser les producteurs en GIC, développer l'accès aux intrants agricoles et au crédit aux paysans. Ce secteur pourra générer 400 emplois dans la zone en créant de grandes plantations du banane plantain, du Cacao et du café. Les autres structures d'appui sont les ONG dont les plus importantes sont : ICRAF et SAILD. Il faut bien renforcer les relations avec ces partenaires.

Dans le **domaine de la sylviculture**, il existe quelques pépiniéristes villageois dont il faut développer les ateliers de formation des acteurs afin d'avoir au moins 50 pépiniéristes ça pourra générer les revenus en vendant les plants (fruitiers et forestiers).

Concernant **la chasse**, les types pratiqués dans la commune sont : la chasse à la battue, aux fusils artisanal et moderne. Les pièges et les lances sont aussi utilisés. C'est une activité est plus intense en saison de pluies.

### **V.3.2. Le développement de l'élevage et de la pêche**

Il est presque inexistant dans la zone concernée. Seul un élevage extensif d'animaux domestiques (poules, chèvres, moutons, porcs) a été observé autour des cases.

L'encadrement technique pour l'élevage dans la commune est assuré par les services déconcentrés du MINEPIA notamment le centre vétérinaire de Kobdombo. Il est donc nécessaire de former les éleveurs aux techniques modernes, il faut leur faciliter l'accès au crédit et aux produits vétérinaires.

Il n'existe pas d'étangs piscicoles, il faut former les pêcheurs pour la création. Etant donné que la zone est traversée par le Nyong et il existe beaucoup de bas fonds dont c'est une zone propice pour l'aquaculture. Ce secteur pourra créer environ 200 emplois en créant des étangs.

### **III.3.3. Le développement du Commerce**

Le secteur du commerce est dominé par l'informel. Il n'existe pas de grandes entreprises commerciales spécialisées.

En général, le commerce est constitué de la chaîne des achats et ventes des produits de première nécessité.

Toutefois, on compte quelques buvettes en plus d'une multitude de cabarets (buvette de vente de bière locale) et de vendeurs d' «aliments de rue ».

En dehors du marché de Kobdombo qui est construit mais inexploité, il n'existe pas marchés dans la commune, même périodique.

Dans toute la commune, il n'existe pas d'abattoir dont il faut développer les structures commerciales.

Pour cela, il faut réhabiliter le centre commercial de Kobdombo, cette structure pourra générer 100 emplois en améliorant les conditions de vie des populations et donnant les recettes à la Commune.

#### **V.3 4. Le développement des Industries et de l'énergie électrique**

En matière d'industries, la commune n'est pas encore prédisposée à accueillir même une seule pour cause de l'inexistence de l'énergie électrique. Toutefois, on a noté l'existence dans le passé d'une unité d'usinage du café qui malheureusement n'est plus opérationnel.

La contrainte majeure au développement de ce secteur est l'inexistence de l'énergie électrique dans la commune.

Il faut donc faire un lobbying pour connecter la Commune à l'énergie électrique car c'est un frein au développement.

Dans ce secteur, il faut développer l'exploitation des carrières du sable car ça pourra engendrer environ 600 emplois directs et indirects, pourra apporter les recettes à la Commune.

#### **V.3 5. Le développement du Tourisme et hôtellerie**

La commune de Kobdombo dispose d'un potentiel physique comprenant des grottes de Salla et de Ngalla, la pierre et la carrière de Mekok, les 15 sites de la carrière de sable et la plage de Kobdombo qui malheureusement ne sont pas encore aménagés.

Il faut donc développer les sites touristiques et construire les structures hôtelières. Toutes ces structures pourront contribuer à l'amélioration des recettes de la commune.

Ce secteur pourra générer environ 100 emplois et attirer au moins 150 touristes par an dans la Commune.





## VI- PROGRAMMATION

### VI.1 CADRE DE DEPENSE A MOYEN TERME(CDMT) 3ans

Secteur	Résultat	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Part de la commune (Fcfa)	Partenaire	Montant Partenaire (Fcfa)	Montant total (Fcfa)
				A1	A2	A3				
Santé	Structures de soins de santé de qualité disponibles en quantité et qualité suffisance de la commune	Nombre de structures de santé équipées	-Plaidoyer et construction du CMA	+	+	+	15 000 000	PND P	148 500 000	150 000 000
			-Réhabiliter 04 centres de santé (Kobdombo, Nkoambang, Salla et Efoufoup)	+	+	+	24 000 000		216 000 000	240 000 000
			-Construire et équiper 04 centres de santé (Kobdombo, Yenassa, Mboke et Mbengll)	+	+	+	40 000 000		360 000 000	400 000 000
			-Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	+	+	+	540 000		4 860 000	5 400 000
			-Doter les centres existants de 07 unités d'analyse	+	+	+	2 100 000		18 900 000	21 000 000
			-Doter les 08 centres de santé d'une maternité	+	+	+	240 000		2 160 000	2 400 000
			-Doter les 08 centres des frigos	+	+	+	5 100 000		45 900 000	51 000 000
			-Doter 06 centres d'un forage d'eau (Yenassa, Nkoamban,g, Salla, Mbengll, Ngalla et Efoufoup)	+	+	+	5 750 000		51 750 000	57 500 000
			-Doter les 08 centres de 23 latrines	+	+	+	2 400 000		21 600 000	24 000 000

			(Kobdombo5, Efoufoup2, Salla2, Mboke3, Mbengll 3, Ngalla2, Nkoambang3 et Yenassa 3)						
			-Doter les 08 centres d'un dispositif de traitement des déchets	+	+	+	3 200 000	800 000	32 000 000
			-Doter les 08 centres d'un logement du chef de centre	+	+	+	1 200 000	10 800 000	12 000 000
			-Reboiser les 08 centres de santé	+	+	+	280 000	2 520 000	2 800 000
			-Clôturer les 08 centres de santé	+	+	+	2 000 000		20 000 000
			-Acquisition d'une ambulance	+	+	+	8 000 000	7 200 000	80 000 000
			-Achat des 07 motos pour la vaccination aux chefs de centre	+	+	+	280 000	2 520 000	2 800 000
			-Construction d'une morgue			+	2 000 000	18 000 000	20 000 000
			-Doter les centres de l'énergie solaire						120 000 000
	Tous les centres de santé fonctionnent durablement	Nombre de structures fonctionnels sur la durée	-Plaidoyer pour l'affectation d'un personnel qualifié (01 médecin, 08 IDE, 07 laborantins, 17 AS, 07 commis) -Recruter du personnel soignant communal  -Redynamiser les COSA/COGE des 08 centres	+	+	+			0
				+	+	+	400 000	3 600 000	4 000 000

Eau	Points d'eau potable en quantité suffisance	Nombre des points créés et réhabilités	-Réhabiliter les 18 puits non fonctionnels	+	+	+	5 400 000		48 600 000	54 000 000
			-Réhabiliter la station SCAN WATER de Ngalla	+	+	+	4 000 000		36 000 000	40 000 000
			-Créer 41 forages dans certaines localités	+	+	+	41 000 000		369 000 000	410 000 000
			Mettre en place des comités de gestion de tous les points d'eau et assure la formation des membres	+	+	+	500 000		4 500 000	5 000 000
	Tous les points d'eau fonctionnent durablement	Nombre de points d'eau fonctionnels sur la durée	-Formation 3artisans réparateurs des forages, puits	+	+	+	500 000		4 500 000	5 000 000
			Créer, construire et équiper 23 écoles maternelles	+	+	+	19 550 000		176 000 000	195 500 000
			-Construire et équiper 107 salles de classe dans les écoles maternelles et primaires de la commune	+	+	+	90 950 000		818 550 000	909 500 000
			-Réhabiliter 36 salles de classe dans les écoles maternelles et primaires de	+	+	+	9 000 000		81 000 000	90 000 000

Education de base	Ecoles maternelles et primaires en quantité suffisante et infrastructures et équipements scolaires de qualité suffisante	Nombre d'écoles maternelles, primaires opérationnelles et nombre d'infrastructures et équipements scolaires	la commune						
			-Doter les écoles maternelles et primaires de 628 tables bancs	+	+	+			15 700 000
			-Doter les 40 écoles maternelles et primaires existants des ponts d'eau	+	+	+			340 000 000
			-Doter les écoles maternelles et primaires existantes de 40 latrines	+	+	+	10 000 000		100 000 000
			-Doter les écoles maternelles et primaires existantes de 40 bacs à ordures	+	+	+	4 000 000		40 000 000
			-Doter les écoles maternelles et primaires existantes de 130 logements pour enseignants	+	+	+	65 000 000		650 000 000
			-Reboiser les 40 écoles maternelles et primaires de la commune	+	+	+	6 000 000		60 000 000
			-Clôturer les 40 écoles maternelles et primaires de la commune	+	+	+	32 000 000		320 000 000
			-Construire les 40 blocs administratifs	+	+	+	96 000 000		960 000 000

Education de base	Toutes les structures de l'éducation de base fonctionnent durablement	Nombre de structures fonctionnels sur la durée	<p>-Redynamiser les APE , COGES et conscientiser les personnels enseignants pour une éducation de qualité</p> <p>-Plaidoyer d'affectation des 208 enseignants qualifiés dans les écoles maternelles et primaires de la commune</p>	+	+	+	150 000			1 500 000	
				+	+	+				0	
Enseignement secondaire	Nombre d'établissements d'enseignement secondaire opérationnels et nombre d'infrastructures et équipements scolaires		<p>-Créer, construire et équiper un CETIC à NDAMVO</p> <p>-Construire et équiper le CETIC de Kobdombo</p> <p>-Construire et équiper 15 salles de classe dans les établissements de l'enseignement secondaire de la commune</p> <p>- Réhabiliter 07salles de classe dans les établissements de l'enseignement secondaire de la commune</p> <p>- Doter les établissements de l'enseignement secondaire de 168 tables bancs</p> <p>-Doter les 05 établissements secondaires existants des points d'eau</p> <p>- Doter les établissements d'enseignement secondaire existants de 05 latrines</p>		+	+				125 000 000	
				+	+	+				125 000 000	
				+	+	+	12 750 000				127 500 000
				+	+	+	1 750 000				17 500 000
				+	+	+				1 680 000	
				+	+	+				42 500 000	
				+	+	+				4 200 000	

			-Doter les établissements d'enseignement secondaire existants de 05 bacs à ordures	+	+	+				5 000 000
			-Doter les établissements d'enseignements secondaires existants de 30logements pour enseignants	+	+	+				150 000 000
			-Reboiser les 05 établissements d'enseignement secondaire de la commune	+	+	+				7 500 000
			-Clôturer les 05 établissements d'enseignement secondaire de la commune	+	+	+				50 000 000
			-Construire les 05 blocs administratifs	+	+	+				120 000 000
			-Redynamiser les APE, COGES et conscientiser les personnels enseignants pour une éducation de qualité	+	+	+				2 500 000
	Toutes les structures de l'enseignement secondaire fonctionnent durablement		-Plaidoyer d'affectation des 17 enseignants qualifiés dans les établissements de l'enseignement secondaire de la commune	+	+	+				3 000 000
			-Faire le loobing pour connecter la commune au réseau électrique pour 58Km de triphasée moyenne tension	+						3000 000

Energie	Energie électrique disponible dans toute la commune	Nombre de structures fonctionnels sur la durée	-Acquérir 32 transformateurs de 25KVA en réseau mono phasé MT	+	+	+				2 240 000 000
				+	+	+				
			Nombre d'abonnés	+	+	+				
Jeunesse	Jeunesse épanouie	Nombre d'infrastructures des jeunes	-Créer, construire et équiper un centre de la jeunesse et d'animation dans la commune à Kobdombo	+	+	+				40 000 000
			-Créer, construire et équiper un centre multi média dans la commune							
			-Susciter la création des Gic pour jeunes et les accompagner dans le montage de leurs projets	+	+	+				
			-Plaidoyer pour l'affectation des cadres qualifiés	+	+	+				5 000 000
Sport et éducation physique	Infrastructures et équipements sportifs sont disponibles	Nombre d'infrastructures et équipements	-Plaidoyer et construction, équipements du complexe sportif	+	+	+				100 000 000
			-Aménager le stade municipal							
			-Créer, aménager et équiper des aires	+	+	+				

			de jeux -Faire le plaidoyer pour l'affectation des encadreurs qualifiés	+	+	+				10 000 000
Promotion de la femme et de la famille	Femmes épanouies	Nombre de structures d'épanouissements de la femme	- Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes	+	+	+				50 000 000
			-Dynamiser les réseaux, les associations et Gic de femmes	+	+	+				10 000 000
			-Vulgariser les droits de la femme et de la famille	+	+	+				5 000 000
			-Plaidoyer pour l'affectation des encadreurs qualifiés	+	+	+				0
			-Accompagner les femmes dans la création des projets et mise en œuvre	+	+	+				50 000 000
			-Appuyer financièrement les projets des femmes	+	+	+				50 000 000
			-Organiser la promotion des mariages de l'état civil							10 000 000
Affaires sociales	La prise en charge des personnes vulnérables est effective	Nombre des personnes vulnérables	-Appui socio social aux 500 PVVS en association ou GICs et les accompagner dans leur vie quotidienne	+	+	+				50 000 000
			-Créer e un orphelinat municipal	+	+	+				50 000 000
			-créer un centre communautaire	+	+	+				5 000 000



			-Appui à la mise en place des activités génératrices des revenus	+	+	+				5 000 000
			-Assister aux nécessiteux	+	+	+				5 000 000
Transport	Les structures de transport sont disponibles  Les accidents de circulation sont limités	Structures réceptionnées  Le rapport du délégué départemental du transport	-Créer au moins 04 gares routières	+	+	+				20 000 000
			-Acquérir au moins 6 véhicules de transport en commun dans la commune	+	+	+				120 000 000
			-Former et sensibiliser des conducteurs et réglementer le transport	+	+	+				5 000 000
Développement urbain et habitat	Le cadre de vie est amélioré dans la commune	Rapport du délégué départemental ou de la Mairie	-Redynamiser le service d'hygiène et salubrité et créer un service d'enlèvement des déchets ménagers et autres	+	+	+				5 000 000
			-Réaliser le lotissement et la viabilisation de l'espace urbain	+	+	+				2 000 000
			-Sensibiliser les élites pour construire des maisons décentes en zone urbaine et dans les villages	+	+	+				0
			-Créer des infrastructures locatives (maisons, boutiques...)	+	+	+				0
			-Créer 10 latrines publiques dans l'ensemble de la commune	+	+	+				25 000 000
			-Réaliser un plan sommaire de l'urbanisme	+	+	+				4 000 000

			-Décrire le périmètre urbain	+	+	+				2 000 000
			-Construire des caniveaux	+	+	+				4 000 000
Environnement et protection de la nature	Environnement de la commune est saine et protégée	Types d'actions réalisées	-Sensibiliser les populations sur les intérêts de reboiser les espaces nus ou dégradés	+	+	+				20 000 000
			-Reboiser les espaces nus ou dégradés 5000 arbres par an	+	+	+				3 500 000
			-Acheter les bacs à ordures et sensibiliser les populations sur l'utilisation des bacs à ordures en créant une décharge	+	+	+				10 000 000
			-Sensibiliser les ménages à construire des latrines, sensibiliser les populations à réprimer la divagation des animaux et sur la bonne utilisation des produits chimiques	+	+	+				20 000 000
			-Vulgariser les conventions internationales et organiser sur la gestion conservatoire des ressources fauniques et aquatiques	+	+	+				5 000 000
			-Appui à la domestication des produits forestiers non ligneux	+	+	+				5 000 000

Forêt et faune	Forêts et faune sont gérés durablement	%exploitants respectant la réglementation	-Appliquer les réglementations relatives à la gestion et à l'exploitation des forêts et faune	+	+	+				500 000
			-Elaborer une réglementation locale pour la gestion des feux de brousse	+	+	+				500 000
			-Créer une pépinière municipale	+	+	+				2 000 000
			-Créer une forêt communale	+	+	+				10 000 000
			-Former les pépiniéristes villageois	+	+	+				2 000 000
			-Construire et équiper le poste forestier de Kobdombo	+	+	+				50 000 000
			-Appui à la création de 04 forêts communautaires	+	+	+				20 000 000
Tourisme	Richesses touristiques de la commune valorisées	Nombre des sites touristiques aménagés et nombre des touristiques	-Aménager et valoriser les sites touristiques de la commune	+	+	+				15 000 000
			-Susciter et encourager la création d'un circuit touristique	+	+	+				2 000 000
			-Aménager et entretenir des pistes d'accès aux sites touristiques	+	+	+				20 000 000

Commerce	Produits manufacturés disponibles dans la commune	Nombre de structures commerciales opérationnelles	-Identifier des domaines et créneaux prioritaires dans lesquels le commerce devait être développé dans la commune	+	+	+				0
			-Susciter la création des activités commerciales auprès des élites et autres opérateurs économiques	+	+	+				0
			-Créer 08 nouveaux centres commerciaux	+	+	+				32 000 000
			-Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	+	+	+				2 000 000
			-Construire 14 comptoirs	+	+	+				7 000 000
			-Construire 08 hangars	+	+	+				40 000 000
			-Créer et construire une boucherie	+	+	+				5 000 000
			-Créer et construire 02 poissonneries	+	+	+				10 000 000
			-Créer, construire et équiper une chambre froide	+	+	+				20 000 000
			-Organiser les foires commerciales	+	+	+				1 500 000
Mines et développement technologique	Exploitation des carrières de sable améliorée	Système d'exploitation mis en place	Organiser, réglementer et valoriser l'exploitation des carrières de sable	+	+°	+				2 000 000
Culture	Activités culturelles valorisées	Nombre de manifestations culturelles organisées	-Répertorier les valeurs culturelles et les inculquer aux enfants	+	+	+				3 000 000
			-Sensibiliser les populations sur les bonnes pratiques culturelles et diffuser les émissions sur la culture	+	+	+				5 000 000

			-Créer, construire et équiper une bibliothèque municipale	+	+	+				60 000 000
			-Créer et construire 04 foyers culturels	+	+	+				80 000 000
Communication	Populations s'informent et communiquent facilement	Nombre d'outils de communication opérationnels dans la commune	-Faire le loobing pour la couverture de la commune par le réseau du téléphonie mobile, les ondes radio et télé	+	+	+				3 000 000
			-Créer et approvisionner les kiosques à journaux	+	+	+				2 000 000
			-Créer et équiper une télé centre communautaire	+	+	+				20 000 000
			-Créer une radio communautaire	+	+	+				20 000 000
Elevage et pêche	Santé animale assurée	% du taux de couverture vaccinale	-Vacciner les différentes espèces à temps	+	+	+				50 000 000
			-Faciliter l'accès aux crédits pour l'élevage	+	+	+				100 000 000
			-Former les éleveurs aux techniques modernes	+	+	+				10 000 000
			-Faciliter l'acquisition des produits vétérinaires	+	+	+				10 000 000
			-Aménager et mettre en valeur des bas fonds	+	+	+				50 000 000
			-Créer des étangs piscicoles	+	+	+				150 000 000

Administration territoriale	Infrastructures agro sylvo pastorales disponibles	% des bas fonds aménagés et exploités	-Former et organiser les producteurs aux techniques piscicoles	+	+	+				25 000 000
			-Sensibiliser les OP sur la gestion responsable des ressources halieutiques	+	+	+				15 000 000
	Personnel d'encadrement et équipements sont effectifs	Nombre du personnel et équipements	-Construire la DAEPIA de Kobdombo et construire 2 centres zootechniques et vétérinaires	+	+	+				0
			-Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié	+	+	+				500 000
			-Achat d'une moto pour la DAEPIA de Kobdombo	+	+	+				80 000 000
			-Construction des logements pour personnel d'encadrement	+	+	+				30 000 000
	Les conditions de vie des autorités locales sont améliorées	Nombre des ouvrages	-Créer un centre de pêche et de contrôle d'alevinage	+	+	+				150 000 000
			-Construction une sous préfecture avec logement astreinte du sous préfet	+	+	+				34 000 000
	Les conditions de travail des autorités traditionnelles sont améliorées	Montant des revenus	-Construire les cases de palabre avec mât pour chaque chefferie	+						60 000 000
			-La numération de l'autorité traditionnelle	+						

Domaine et affaires foncières	La superficie des terres cultivables est augmentée	Nombre de superficie	-Identifier les sites -Réaliser les travaux d'aménagement	+	+	+				10 000 000
Poste et télécommunications	La commune est couverte par le réseau de la téléphonie mobile	P v de réception de l'ouvrage	-Faire le loobing pour la couverture totale de la commune par un réseau de la téléphonie mobile	+	+	+				0
Recherche scientifique	Les plants améliorés de cacao, café sont disponibles	Nombre des plants	-Organiser les producteurs en Gics -Etablir les contrats de production entre les producteurs et l'IRAD -Organiser le circuit de distribution des plants	+	+	+				200 000 0 0
Enseignement supérieur	Les jeunes bacheliers reçoivent un appui financier des élites, des populations	Nombre des boursiers	-Identifier les jeunes bacheliers de la localité -Organiser des cotisations par les populations	+	+	+				0 0
Agriculture	Intrants agricoles disponibles et accessibles	Nombre des producteurs recevant les intrants à temps	-Organiser et susciter la création les producteurs en GICs -Etablir des contrats de production entre les producteurs et les fournisseurs d'intrants -Organiser le circuit de distribution des intrants agricoles -Sensibiliser les producteurs au respect des contrats	+	+	+				0 0 0 0

			-Vulgariser les techniques de production moderne	+	+	+				0
			-Faciliter l'accès aux crédits	+	+	+				10 000 000
	Techniques agricoles améliorées sont respectées et maîtrisées	% des producteurs maîtrisant et appliquant les techniques agricoles améliorées	-Accompagner les producteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets agricoles	+	+	+				2 000 000
			-Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié pour l'encadrement	+	+	+				50 000 000
		% des producteurs formés aux techniques de gestion et nombre de projets financés	-Créer, construire et équiper 06 postes agricoles	+	+	+				2 000 000
	Les capacités organisationnelles et de gestion des producteurs sont renforcées		-Construire et équiper le CEAC	+	+	+				0
						+				150 000 000
	Personnel d'encadrement et équipements sont effectifs	Nombre du personnel et d'équipement								35 000 000



Petite et moyenne entreprise et l'artisanat	PME créées dans la commune	Nombre des PME	-Susciter la création des PME et organiser les opérateurs économiques dans ce secteur	+	+	+				0
			-Identifier les domaines prioritaires de création des PME	+	+	+				0
			-Apporter les appuis techniques et financiers aux promoteurs des PME	+	+	+				50 000 000
			- Réglementer l'acquisition des matériaux pour l'artisanat	+	+	+				0
			- Identifier les artisans par secteur et les organiser en groupement	+	+	+				2 000 000
			- Développer des techniques et outils de transformation modernes	+	+	+				2 000 000
			- Faciliter le recyclage et les échanges pour les artisans	+	+	+				2 000 000
			- Vulgariser et appliquer les lois sur l'artisanat ainsi que les textes législatifs	+	+	+				5 000 000
			- Organiser des foires communales - Apporter des appuis technique, financière et commerciale aux artisans	+	+	+			50 000 000	
Emploi et formation professionnelle	Emplois créés dans la commune	Nombre de jeunes ayant un métier décent de la commune	-Créer, construire et équiper un centre de formation des métiers dans la commune	+	+	+				200 000 000
			-Former des jeunes aux métiers compétitifs dans la commune	+	+	+				10 000 000
			-Apporter des appuis techniques et financiers aux jeunes dans la création des emplois	+	+	+				30 000 000

Institution communale	Recettes communales améliorées	Budgets annuels	- Explorer toutes sources de recettes de la commune	+	+	+				0
			- Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme de mobilisation des recettes de la commune	+	+	+				2 000 000
			- Equiper les agents de collecte des impôts locaux	+	+	+				0
			- Mettre en place un nouvel organigramme	+	+	+				0
			- Renforcer les capacités du personnel existant et à recruter et le motiver	+	+	+				5 000 000
			- organiser des rencontres d'échanges et d'auto-évaluation avec les différents intervenants	+	+	+				2 000 000
			- Doter la commune d'un camion benn	+	+	+				150 000 000
			- Réfectionner et équiper les bureaux de la commune	+	+	+				30 000 000
			- Sensibiliser les populations sur le bien fondé des actions communautaires	+	+	+				0
			- Doubler les investissements de la commune	+	+	+				0
- Rechercher des nouveaux partenaires	+	+	+				0			

Sécurité	Les moyens de sécurité sont disponibles	Nombre des éléments de sécurité	Doter le commissariat de police créé en éléments et moyens de locomotion	+	+	+				30 000 000	
			- Faire le plaidoyer pour créer, construire et équiper un commissariat de police à Kobdombo	+	+	+				0	
			- Réhabiliter le poste de la gendarmerie existant et renforcer les effectifs en nombre et les doter des moyens de locomotion	+	+	+				30 000 000	
			- Créer des comités de vigilance dans la commune	+	+	+				3 000 000	
Travaux publics	193 Km de routes réfectionnées	Nombre de Km de routes réfectionnées	-Faire le loobing pour obtenir le réfectionne ment les routes et les pistes rurales (193Km) notamment les suivants :	+	+	+				322 000 000	
			- Ayos-Kobdombo 35Km								
			Axe Kobdombo-Ngalla 4,8 Km	+	+	+					150 000 000
			Axe Ngalla- Fang Bikangl 5Km								
			Axe Ngalla- Salla 5,9 Km								
Axe Salla- Mbogue 35km											
Axe Salla-Ngondo 10km											
Axe Sobia- Awae 17km											
Axe Awae- Npwanze26km											
Axe Awae-Ngada6 km											
Axe Salla-Ngoulkeka 9km											
Axe Akan-Sobia- Kongo 5km											
Axe Ngaga-Meto 17km											
Axe Meto-Ekpwassoum 9km											
Entretenir régulièrement les routes et pistes réhabilitées											
-Mettre en place des barrières des pluies fonctionnelles	+	+	+						10 000 000		
-Réfection des 15 ouvrages d'art	+	+	+						450 000 000		
-Remblement des 6 digues	+	+	+						300 000 000		
<b>TOTAL CDMT</b>									<b>8 271 000 000 F CFA</b>		

## VI-2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

### VI.2.1. Principaux impacts potentiels et mesures envisageables

#### VI.2.1.1. Impacts environnementaux possibles

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<b>Microprojets hydrauliques :</b> - Créer 41 forages ; - Réhabiliter la station scan water de Ngala ; - Réhabilitation de dix huit(18) puits	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression	- Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'envasement et de stagnation des eaux	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles
<b>Microprojets d'infrastructures:</b> - Réhabiliter 4 bâtiments et construire 4 nouveaux dans les centres de santé ; - Créer, construire et équiper 23 écoles maternelles ; - Créer, construire et équiper un CETIC à Ndamvo ; - Construire et équiper un CETIC à Kobdombo ;	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire	- Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des

<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construire et équiper 122 salles de classes dans les écoles ;</li> <li>-Réhabiliter 42 salles de classes ;</li> <li>-Acquérir 32 transformateurs de 25 KVA en réseau mono phasé MT ;</li> <li>-Entretien régulièrement les routes et pistes ;</li> <li>-Réfection des 15 ouvrages d'art ;</li> <li>-Remblement des 6 digues ;</li> <li>-Créer 04 gares routières ;</li> <li>-Créer et équiper un centre télé communautaire ;</li> <li>-Créer une radio communautaire ;</li> <li>-Créer et construire 4 foyers culturels ;</li> <li>-Créer, construire et équiper une bibliothèque municipale ;</li> <li>-Créer, construire et équiper un centre de la jeunesse et d'animation ;</li> <li>-Créer, construire et équiper un centre multi média dans la commune ;</li> <li>-Créer, aménager et équiper des aires de jeux ;</li> <li>-Aménager le stade municipal ;</li> <li>-Créer, construire et équiper un complexe de loisirs ;</li> <li>-Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes ;</li> <li>-Créer et construire un centre d'orphelinat municipal ;</li> </ul>	<p>d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<p>vidange)  - Risques de braconnage ;  - Risques d'embourbement</p>		<p>rigoles  - Interdiction des feux de brousse ;  Installation des pare feux ;  -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ;  - Installation des barrières de pluies</p>
--	---	--	--	--

<p>-Créer, construire et équiper un centre de formation des métiers dans la commune ;          -Construire 6 latrines ;          -Créer et construire 6 postes agricoles ;          -Construire et équiper le CEAC ;          -Créer et construire DAEPIA et 2 centres zootecniques et vétérinaires ;          -Construire et équiper le poste forestier à Kobdombo ;          -Construire et équiper la sous préfecture ;</p> <p><b>Autres micro projets :</b>          -Création de forêt communale          -Création des 04 forêts communautaires ;          -Créer une pépinière communale</p>	<p>Conservati e la iversité</p>	<p>Destruction de l'écosystème</p>	<p>-Sensibilisation du public</p>	<p>-Lutte contre l'exploitation anarchique du bois ;          -Lutte contre le braconnage</p>
---	---	------------------------------------	-----------------------------------	---

### Impacts sociaux

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures d'atténuation
<p><b>Microprojets hydrauliques :</b></p> <p>- Créer 41 forages ;          -Réhabiliter la station scan water de Ngala ;          - Réhabilitation de dix huit(18) puits</p>	<p>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;          - Amélioration de la gouvernance locale ;          - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)          - Diminution des maladies hydriques ;          Facilitation de l'accès à l'eau potable</p>	<p>Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;          - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ;          - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages</p>	<p>-Sensibilisation de la population</p>
<p><b>Microprojets</b></p>	<p>Renforcement de la</p>	<p>Risques d'insécurité</p>	<p>-Sensibilisation de la</p>

<p><b>infrastructures :</b>  Réhabiliter 4 bâtiments et construire 4 nouveaux dans les centres de santé ;  -Créer, construire et équiper 23 écoles maternelles ;  -Créer, construire et équiper un CETIC à Ndamvo ;  -Construire et équiper un CETIC à Kobdombo ;  -Construire et équiper 122 salles de classes dans les écoles ;  -Réhabiliter 42 salles de classes ;  -Acquérir 32 transformateurs de 25 KVA en réseau monophasé MT ;  -Entretien régulièrement les routes et pistes ;  -Réfection des 15 ouvrages d'art ;  -Remblement des 6 digues ;  -Créer 04 gares routières ;  -Créer et équiper un centre télécommunautaire ;  -Créer une radio communautaire ;  -Créer et construire 4 foyers culturels ;  -Créer, construire et équiper une bibliothèque municipale ;  -Créer, construire et équiper un centre de la jeunesse et d'animation ;  -Créer, construire et équiper un centre multi média dans la commune ;  -Créer, aménager et équiper des aires de jeux ;  -Aménager le stade municipal ;  -Créer, construire et équiper un complexe de loisirs ;  -Créer, construire et</p>	<p>dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;  Amélioration de la gouvernance locale  - Amélioration de l'accès à l'énergie ;  Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques</p>	<p>pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ;  Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ;  Risques d'incendies</p>	<p>population</p>
--	---	---	-------------------

<p>équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes ;</p> <p>-Créer et construire un centre d'orphelinat municipal ;</p> <p>-Créer, construire et équiper un centre de formation des métiers dans la commune ;</p> <p>-Construire 6 latrines ;</p> <p>-Créer et construire 6 postes agricoles ;</p> <p>-Construire et équiper le CEAC ;</p> <p>-Créer et construire DAEPJA et 2 centres zootechniques et vétérinaires ;</p> <p>-Construire et équiper le poste forestier à Kobdombo ;</p> <p>-Construire et équiper la sous préfecture ;</p>			
<p><b>Microprojets :</b></p> <p>Création de forêt communale</p> <p>-Création des 04 forêts communautaires ;</p> <p>-Créer une pépinière communale</p>	<p>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)</p>	<p>-Risque d'intensification du braconnage</p>	<p>-Sensibilisation de la population</p>

### VI.2.2. Plan de gestion environnementale et sociale

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2012-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2013-2014	Délégation MINEP ; Délégation	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de



			MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développe ment		la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2012-2013	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
				2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
				4 000 000	
				PM (intégrer dans le coût du Microprojet)	

### VI.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	Financement				Acteurs	Indicateurs	Montant total(Fcfa)
				Partenaires bailleurs		Apport Commune				
				Dénomination	Montant(Fcfa)	Espèce(Fcfa)	Nature			
Santé	-Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	72	Tous les centres existants	PNDP	5 400 000		Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	5 400 000
	-Doter les centres de latrines	05	Kobdombo , Efoufoup, Mboke, Ngalla et Nkoambang		11 875 000	625 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	12 500 000
Sport et éducation physique	-Aménager le stade municipal	01	Kobdombo	PNDP	7 200 000	800 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	8 000 000
Energie et eau	-Réhabiliter les 10 puits non fonctionnels		Kobdombo, Efoufoup, Fang biloun, Sobia, Nkoloboudou, Ka'a, Ekpwassong Yenassa, Ndamvo Tombo	PNDP	28 500 000	1 500 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	30 000 000
	Construire un forage	01	Ekpwassong	PNDP	8 075 000	425 000	Suivi	Prestataire	Pv de réception	8 500 000

Education de base	Construire et équiper une école primaire	01	Kongo	PNDP	16 200 000	1 800 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	18 000 000
Promotion de la femme	-Créer, construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes	01	Efoufoup/Kob dombo	PNDP	9 000 000	1 000 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	10 000 000
Agriculture	-Organiser les producteurs en GICs  -Etablir des contrats de production entre les producteurs et les fournisseurs d'intrants  -Organiser le circuit de distribution des intrants agricoles		Kobdombo			500 000  400 000  500 000	Suivi	DA Minader	Rapport  Rapport  Rapport	500 000  400 000  500 000

Commerce	-Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	01	Kobdombo	PNDP	2 700 000	300 000	Suivi	Mairie Prestataire	Pv de réception	3 000 000
	<b>TOTAL</b>				<b>88 950 000</b>	<b>7 850 000</b>				<b>96 800 000</b>

### VI.3.1. Ressources mobilisables et échéances

**Tableau 8 : Mobilisation des ressources en 2012**

N°	SOURCES DE REVENU	MONTANT	UTILISATIONS	STRATEGIE DE MOBILISATION
1	<p>PNDP</p> <p>Commune</p>	<p>88 950 000 Fcfa</p> <p>7 850 000 Fcfa</p>	<p>-Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation ;</p> <p>-Doter 05 centres de latrines ;</p> <p>- Aménager le stade municipal à Kobdombo;</p> <p>- Réhabiliter les 10 puits non fonctionnels ;</p> <p>- Créer un forage à Ekwassong ;</p> <p>- Créer, construire et équiper une école primaire à Kongo;</p> <p>- Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes à Efoufoup ;</p> <p>- Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo.</p>	<p>Eligibilité au financement PNDP</p>
2	DOTATIONS		Financement des différents investissements	Crédits transférés

3	FEICOM			
4	LES CONTRIBUABLES SERVICES DES IMPOTS FEICOM			
	<b>TOTAL</b>	<b>96 800 000 F cfa</b>	<b>Investissement et fonctionnement</b>	

### VI.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	Financement				Année				Indicateurs
				Partenaires bailleurs		Apport Commune		T1	T2	T3	T4	
				Dénomination	Montant (FCFA)	Espèce (CFCA)	Nature					
<b>Santé</b>	Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation  -Doter les centres de latrines	05	Kobdombo , Efoufoup, Mboke, Ngalla et Nkoambang	PNDP	4 860 000	540 000	Suivi				X	-Nombre de lits -Nombre des latrines
<b>Sport et éducation physique</b>	Aménager le stade municipal		Kobdombo	PNDP	11 250 000	1 250 000	Suivi				X	Pv de réception
<b>Energie et eau</b>	Réhabiliter les 10 puits non fonctionnels	10	Kobdombo, Efoufoup, Fang biloun, Sobia,	PNDP	32 400 000	3 600 000	Suivi				X	Etat des puits

			Nkoloboudou, Ka'a, Ekpwassong, Salla, Yenassa, Ndamvo et Tombo									
	Créer un forage	01	Ekpwassong	PNDP	7 650 000	850 000	Suivi					P v de réception
<b>Education de base</b>	Créer, construire et équiper une école primaire	01	Kongo	PNDP	32 400 000	1 800 000	Suivi				X	P v de réception
<b>Promotion de la femme</b>	Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes	01	Efoufoup/Kobdombo	MINPROFF, PNDP	9 000 000	1 000 000	Suivi					P v de réception
<b>Commerce</b>	Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	01	Kobdombo	PNDP	1 260 000	140 000	Suivi					P V de réception

#### VI.4. Plan de Passation des marchés du PIA

Nature du projet	Période de passation du marché			Période probable d'exécution
	Préparation des DAO et lancement des appels d'offres et dépôt des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés signature des contrats Préparation des lettres commandes	
Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	Février 2012	Avril 2012	Mai 2012	Juin
-Doter les centres de latrines	Janvier 2012	Mai 2012	Juin 2012	Juillet 2012
Aménager le stade municipal	Avril 2012	JUIN 2012	Juillet 2012	Août 2012
Réhabiliter les 10 puits non fonctionnels	Mai 2012	Juin 2012	Août 2012	Septembre 2012
Créer un forage	Juillet 2012	Août 2012	Septembre 2012	Octobre 2012
Créer, construire et équiper une école primaire	Juin 2012	Juillet 2012	Août 2012	Septembre 2012
Construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes	Septembre 2012	Octobre 2012	Novembre 2012	Décembre 2012
-Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	Février 2012	Mars 2012	Mai 2012	Avril 2012



## VII-MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

### Le suivi

Le suivi a pour objectif de faire des observations continues afin de s'assurer de la réalisation et de l'exécution des activités du PCD, afin de s'assurer que tout se passe conformément à la programmation. Il permettra aux responsables d'apporter une amélioration de l'exécution des activités des projets en prenant les mesures nécessaires pour surmonter les contraintes rencontrées et résoudre les problèmes qui se posent.

### L'évaluation

L'évaluation quant à elle est une opération qui vise à déterminer la pertinence et l'efficacité, les effets et impacts des activités programmées par rapport aux objectifs fixés. Elle permet ainsi d'améliorer la gestion des actions en cours et futures au vu des indicateurs du cadre logique.

### Les indicateurs

Les indicateurs permettent de mesurer les effets et impacts à travers les changements intervenus par rapport à la situation initiale. Le mécanisme de suivi évaluation s'articule autour des cinq principaux points suivants :

- La composition et les attributions du comité de suivi évaluation ;  
Les indicateurs du suivi évaluation des actions du PIA ;
- Le dispositif, les outils et la fréquence du reporting ;  
Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

#### 7.1. Composition et attributions du comité de pilotage

Pour assurer une mise en œuvre effective du PCD élaboré, l'exécutif communal en concertation avec les participants a mis en place un comité de six membres chargés du pilotage des différentes activités arrêtées dans le PCD. Notons que cinq membres sur six du comité de pilotage du PCD ont été reconduits, auxquels s'ajoute l'Agent Communal de développement PNDP.

Le tableau ci-après donne la liste des membres de ce comité et leurs attributions.

#### Composition et attributions du comité de suivi évaluation :

Noms et prénoms	Responsabilité au sein du comité	Qualité
MVOUSA Benoit	Président	1 <sup>er</sup> Adjoint au Maire
ENGUESSE ELISE	Secrétaire	Secrétaire Général Mairie
EFOUDOU Rémy	Secrétaire Adjoint	Agent communal
NDAWOLA Raymong	Membre	Représentant Société civile
Evina	Membre	Responsable sectoriel

ABOUDOU AKONO épouse MEKONO	Membre	Conseiller municipal
BOUBA GAO KOLLO BANDIBENO	Membres	Membres de l'OAL
MIASSA BEKOLO	Membre	Elite locale
NGONO Edith	Membre	Représentant des couches vulnérables

Le comité de suivi évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité au près de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités PIA;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;
- Prendre des mesures correctives pour rattraper les écarts ;
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au Conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution du PCD ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.

## **7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)**

Le suivi évaluation est un ensemble d'informations composées d'acteurs et de données dont la collecte, le traitement et la diffusion sont régis par des procédures et des outils. Ainsi, les indicateurs de suivi des relations entre ces acteurs sont groupés en trois catégories :

- indicateurs de suivi de la performance ;
- indicateur de suivi des effets;
- indicateur de suivi des impacts.

Concernant les indicateurs de suivi du PIA en fonction de l'année, le tableau ci-dessous donne toutes les références liées aux activités du cadre logique du PCD.

Fiche d'appréciation et de mesure des changements intervenus dans le temps ou dans l'espace à travers le suivi et/ou la comparaison d'une variable

activités	indicateurs	unités	année 2012			analyse de l'écart	mesures correctives (leçons à tirer)
			prévisions	réalisations	écart		
Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	Nombre de lits		5 400 000				
-Doter les centres de latrines	Nombre de latrines		12 500 000				
Aménager le stade municipal	P v de réception		5 000 000				
-Réhabiliter les 10 puits non fonctionnels	P v de réception		36 000 000				
-Créer un forage	P v de réception		8 500 000				
Créer, construire et équiper une école primaire	P v de réception		18 000 000				
construire et équiper un centre socio professionnel d'insertion des femmes	P v de réception		10 000 000				
-Réhabiliter le centre commercial de Kobdombo	P v de réception		1 400 000				

Les indicateurs d'impact se déterminent dans le temps. Leur appréciation se mesure dans la vision du développement à court terme. Il faut donc attendre douze ans après la réalisation des microprojets afin de pouvoir les mesurer.

Indicateurs	Sources de données
Ratio élève tables bancs	PCD, rapports MINEDUB
% de populations situé à moins de 5km d'un centre de santé	Rapports centres de santé

Dans ce tableau on enregistre les impacts en relation avec les normes sectorielles et les OMD. Par exemple :

- indicateur de performance : on a prévu 10 salles de classe, du point de vue des performances si on atteint 10 salles c'est 100 %.
- Indicateur d'impact : 600 personnes on accès a une éducation de qualité (60 élèves par salle de classe : norme) ce qui renvoie au bien être.

Pour les indicateurs d'impacts, le tableau de signe de bien être est l'un des outils de référence.

Période	Passé	Présent	Futur
	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion
Toutes les écoles disposent de latrines	<b>2</b>  <b>10</b>	<b>6</b>  <b>10</b>	<b>9</b>  <b>10</b>
Tous les villages ont accès à l'électricité	<b>3</b>  <b>10</b>	<b>5</b>  <b>10</b>	<b>8</b>  <b>10</b>

Ici aussi on illustre la progression du bien être par rapport à une situation de référence. Nous rappelons que l'évaluation est périodique donc entre 2 périodes on peut mesurer la progression du bien être.

### 7.3 Dispositif, outils et fréquence de reporting

Après la validation du document du PCD par le conseil municipal, une campagne de sensibilisation et d'information sera menée auprès des populations et des organismes d'appui au développement local. Il s'agira par cet exercice de susciter l'appropriation et l'engagement des populations à la mise en œuvre du Plan.

Les outils utilisés sont :

- PCD/PIA
- Rapports périodiques des agents communaux
- Fiches de collecte des données
- Fiche de suivi du processus de planification
- Rapports des visites de terrain
- Compte rendus des réunions.
- Rapports divers (prestataires et consultants)

Le comité de suivi soumet des rapports d'activités (mensuels/trimestriel/semestriel/annuel) au Maire de la mise en œuvre du PCD, au plus tard 15 (quinze) jours après la fin du (mois, trimestre, semestre, année).

Les communautés bénéficiaires (comités de concertations dans le cas où c'est eux les principaux relais d'information) doivent fournir au comité communal de suivi, des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports doivent parvenir mensuellement au comité. A la réception provisoire du projet, elles ont l'obligation de soumettre un rapport d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Etudes ou Consultant Individuel) doit les assister dans la production de ces rapports.

Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports mensuels d'activités au comité de suivi. Un rapport final est obligatoire à la fin du chantier.

Il en est de même pour les autres prestataires responsables de l'encadrement et du renforcement institutionnel des communautés bénéficiaires. Une fois le projet réalisé, ces partenaires doivent aussi fournir un rapport final.

Le comité de suivi de la mise en œuvre du PCD produit et soumet des rapports d'activités semestriels et annuels au Conseil municipal et aux bailleurs de fonds de la commune, au plus tard 15 (quinze) jours après la fin de la période considérée.

Les rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD sont des rapports de synthèse pour une période déterminée qui consolident les informations contenues dans les rapports trimestriels, notamment l'exécution du Programme d'Investissement Annuel (PIA).

Ces rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PCD et de l'avancement des activités.

Tableau 9 : tableau de Synthèse de visite de terrain qui est aussi un outil de suivi.

Date	villages visités	objectifs	Activités menées	Résultats obtenus

### Suivi du PIA

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	FINANCEMENT				Acteurs	Indicateurs	Niveau d'avancement Technique	Niveau d'exécution budgétaire	Observation
				Partenaires bailleurs		Apport Commune						
				Dénomination	Montant (FCFA)	Espèce (FCFA)	Nature					
Eau	Créer un forage	01	Ekpwas song	PNDP	8 500 000	425 000		Prestitaire	Pv réception			

Grâce aux données de ce tableau, on pourra tirer le taux d'exécution globale qui est un indicateur de performance. Bien sur il faudrait s'assurer de la corrélation entre le niveau d'avancement technique et le niveau d'exécution financière.

## Suivi CDMT

Secteur	Résultats	Indicateurs	Activités	A 1	A 2	A 3	Part communale	Autre	Total	Niveau d'exécution
Santé	Structures de soins de santé de qualité disponibles en quantité et qualité suffisante de la commune	Nombre de structures de santé équipées	-Doter des centres de santé existants de 72 lits d'hospitalisation	+	+	+	0	5 400 000	5 400 000	

### 7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Un programme d'action qui précise les activités et les tâches, leurs résultats ou indicateurs de processus, les responsabilités de mise en œuvre, le calendrier d'exécution ou chronogramme, les ressources pour chaque tâche sera élaboré à la fin de chaque année. Cette étape sera appelée planification opérationnelle. La visibilité pour la mise en œuvre est ainsi précisée pour une échelle temporaire plus courte : un an. La programmation inclura la dimension physique et spatiale (où les activités et les projets se trouvent concrètement. Du fait du niveau de détail requis pour les estimations des coûts des ressources (pour les activités et les investissements, cette programmation se fera en comité restreint.

Les indicateurs d'impact se déterminent dans le temps. Leur appréciation se mesure dans la vision du développement à court terme. Il faut donc attendre douze ans après la réalisation des microprojets afin de pouvoir les mesurer.

### VIII- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Le plan de communication a pour objectif de vendre le PCD par la recherche des financements auprès de toutes institutions capable d'établir un ou des partenariats avec la Commune. Le plan de communication a aussi pour but de faire le suivi des activités inscrites dans le PCD. A travers la communication, les bénéficiaires doivent connaître le niveau de réalisation des micro-projets retenus au cours de l'élaboration du Plan d'investissement Annuel.

Une stratégie de communication sur le plan a été élaborée. Cette stratégie consistera, notamment à procéder à une large diffusion du plan ; organiser une table ronde avec des partenaires tels que les bailleurs de fonds, les projets de développement, les ONG, les

opérateurs économiques, les ambassades, les agences nationales et internationales de développement, les migrants, la diaspora, les associations, etc. sur la mobilisation des ressources et les appuis-conseils.

La stratégie de mobilisation des ressources a été orientée vers les ressources financières. L'Exécutif Communal s'est proposé d'entreprendre des démarches nécessaires à la mobilisation des subventions et crédits qui pourront venir des partenaires/bailleurs. Ils ont prévu une sensibilisation de la communauté à l'importance des apports financiers et en nature qui seront attendus d'elles. Ce sont deux démarches qui seront menées en parallèle mais de façon complémentaire.

<b>Activités</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Cibles</b>	<b>Responsables</b>	<b>Coût(Fcfa)</b>
Table ronde avec les partenaires	Nombre des participants	-Bailleurs de fonds ; -Les ONGs ; -Organismes internationaux ; -Les ambassades ; -Les projets de développement	Exécutif communal	4 000 000
Campagne de sensibilisation et d'information dans les 34 villages de la Commune	Nombre des participants	Populations	Conseillers municipaux	6 800 000
Diffuser les micro projets de chaque village	Rapport	Populations	Prestataire	1 000 000
Missions d'inspection et du contrôle de réalisation des micro projets	Rapport	Villages concernés	Comité de suivi	1 000 000
Tournée des comités de concertation au niveau des villages	Rapport	Populations	Comité de concertation	300 000
Echange de voyage à l'extérieur du pays	Rapport	Association internationale des Maires de France	Maire	6 000 000
<b>TOTAL</b>				<b>19 100 000</b>



# ANNEXES